

# FRANCE-FORUM



FÉV. 1967 - N° 78 - 2,50 F

**Petits mots et grands mythes**

# FRANCE-FORUM A DIX ANS

---

FEVRIER 1957 :

Un Forum fait une passable allégorie pour une civilisation de la parole, du dialogue, de la liberté, celle-là même qui, si menacée qu'elle soit aujourd'hui, porte seule, nous assumons le pari, une espérance historique de progrès humain.

Nous ne jugeons pas de l'histoire qui se fait, en nous situant dans quelque ciel intemporel ; nous sommes embarqués, Français, Européens, hommes du XX<sup>e</sup> siècle, nous ne sommes pas au spectacle. Nous avons un horizon, nous portons un héritage et une espérance.

JANVIER 1961

Nous croyons à la substance qui est solide, à la vertu qui est forte, à la saveur qui est merveilleuse de cette idée démocratique, dont il est chaque jour plus évident qu'elle n'est pas une nuée de rêve, mais au-delà des problèmes proprement français la seule chance de survie de l'espèce.

FEVRIER 1961 :

« France-Forum » récuse également le fanatisme et le dilettantisme. Il se refuse à devenir l'instrument d'opérations tactiques et partisans. Mais il ne saurait se contenter d'être une revue éclectique, vouée aux études et aux discussions abstraites. Nous n'avons que faire des mesquines querelles de clochers, ni des propos sceptiques et désabusés. Par contre, nous croyons à la vertu des confrontations, d'autant plus fructueuses qu'elles mettent en présence des hommes de large horizon qu'anime la passion de réaliser la démocratie dans les faits.

C'est seulement à ces conditions, et en conservant l'ambition de servir de lieu de rencontre entre les hommes et femmes pourvus de responsabilités et déjà « engagés » dans des partis et des groupes d'action et de pensée divers, que « France-Forum » pourra continuer d'apporter sa contribution à l'intelligence d'un monde en pleine évolution et à la construction d'une démocratie moderne et vivante.

OCTOBRE 1964 :

A un moment où les feuilles publiques sont prises par un vertige de commercialisation croissante, nous avons à défendre une certaine conception de la presse d'idées et de formation que nous ne voulons pas affadir.

Notre ambition va à contre courant des facilités à la mode et entend rester fidèle à une tradition d'exigence et de respect du lecteur considéré comme un homme libre et responsable auquel on propose honnêtement les éléments d'une problématique sans lui imposer une solution préétablie. Non pas que nous céditions à la mythologie, passablement achalandée, de l'information dite objective qui ne paraît dispenser de décider que parce qu'elle implique des conclusions camouflées. Mais il s'agit à chaque fois de dégager les interrogations authentiques et les vrais problèmes que dissimulent trop souvent l'effervescence de fausses querelles et le dogmatisme idéologique.

---

# FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .. 2 F 50

Abonnement : 8 n<sup>os</sup> par an. 20 F

Abonnement de soutien .. 25 F

*Sommaire*

78

## ÉDITORIAL

- UNE CERTAINE IDÉE DE LA POLITIQUE,  
PAR ETIENNE BORNE ET HENRI BOURBON ..... 2

## FORUM

- COLLOQUE D'ACTION SOCIALE ET FAMILIALE  
RAPPORTS DE ROBERT PRIGENT, BERNARD  
LORY, FRANCIS MONTES, CHARLES DELAMARE,  
JOSEPH FONTANET ..... 4

## TÉMOIGNAGE

- UNE INSTITUTION QUI FAIT PARLER,  
PAR X X X ..... 13

## ÉTUDE

- ABECEDAIRE 1966,  
PAR RENE PUCHEU ..... 16

## QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

- L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS,  
PAR JACQUES MALLET ..... 25

## LITTÉRATURE

- LE REEL ET L'IMAGINAIRE CHEZ PROUST,  
PAR MARCEL SCHNEIDER ..... 28

## BILLET

- UTOPIE ET MOUVEMENT,  
PAR FRANÇOIS FONTAINE ..... 32

## CINÉMA

- LES BANDES DE JEUNES AU CINÉMA,  
PAR JEAN-PIERRE ALLAUX ..... 33

## PROPOS DU TEMPS

- MARITAIN ET TEILHARD OU LE DIALOGUE IMPOS-  
SIBLE, PAR ETIENNE BORNE ..... 38

## NOTES DE LECTURE

- BONHEUR ET CIVILISATION,  
DE JEAN CAZENEUVE, PAR CECILE DELANGHE ..... 36

- POUR UNE POLITIQUE DU CRIME,  
DE GEORGES PICCA PAR PIERRE CHABRAND ..... 37

FÉVRIER 1967

Photos : HOLMES — TELERAMA — RAPHO —  
BERNAND — APIS

# UNE CERTAINE IDÉE DE LA POLITIQUE

par Etienne BORNE et Henri BOURBON

En février 1957 paraissait le premier numéro de FRANCE-FORUM, et il n'est pas inutile de rappeler ce qu'étaient au départ nos idées et nos exigences.

FRANCE-FORUM, et nous ne l'ignorions pas dans les débuts de l'entreprise, a quelque chose de paradoxal et parce que la revue n'entre pas dans des cadres établis, il était facile de lui dire et prédire qu'elle ne pourrait ni ne devrait exister. Car si l'objet premier et constant de FRANCE-FORUM est la politique, la politique comme réalité qui se fait tous les jours et la politique comme valeur permanente de civilisation, FRANCE-FORUM n'est pas le bulletin d'une société de pensée qui, détachée des contingences et libre de préférences, traiterait suivant les requêtes de l'objectivité scientifique un certain nombre de questions de sociologie politique et publierait dans la revue les résultats de ses travaux. Mais FRANCE-FORUM n'est pas non plus un organe de propagande au service d'un parti, ancien ou nouveau, ou d'un regroupement de partis qui confierait à une revue la charge de défendre ou d'illustrer ses thèmes et ses consignes. A éluder l'alternative, à ne vouloir délibérément n'être voué ni à la recherche désintéressée de la pure science ni à une sorte d'engagement partisan qui, si éclairé qu'il soit, lui imposerait la partialité d'une seule perspective, il semblerait que FRANCE-FORUM ne puisse se situer nulle part ni arriver à véritablement se définir.

Dix ans de vie et d'expérience — l'âge adulte, dit-on, pour une revue — prouvent que la difficile gageure pouvait être tentée et le pari tenu. Car si FRANCE-FORUM a pu être une revue politique passablement originale, c'est que, tout simplement et tout naïvement, ceux qui l'ont fondée et animée se sont toujours faits une certaine idée de la politique qui méritait d'être affirmée, maintenue, éprouvée à travers les vicissitudes et les épisodes dont a été assez prodigue l'histoire de la dernière décennie. Les collaborateurs de FRANCE-FORUM pouvaient et peuvent faire des analyses différentes du passé ou du présent, assumer des options différentes dans la constellation et le jeu antagoniste ou complice des forces politiques contemporaines, il y a entre eux une certaine sorte de connivence qui s'est révélée constante, efficace, parce qu'ils ont en commun cette idée de la politique qui en est à la fois le fondement et le ferment. Idée, dont il s'agit, une fois encore de faire mémoire.

Idée n'est pas idéologie. La formule est la plus constante de nos maximes. Nous l'écrivions il y a dix ans :

*« FRANCE-FORUM ne sera pas un organe doctrinaire qui ferait constamment référence à quelque idéologie établie et qui en lirerait ensuite des conséquences touchant l'action politique concrète. Cette sorte de géométrie métaphysique conduit soit au totalitarisme, soit à un idéalisme utopique, qui, l'un comme l'autre, nous feraient méconnaître la véritable nature d'une pensée politique, authentique lorsqu'elle est engagée dans l'action, liée à l'histoire et toujours en train*

*de se faire comme l'action et l'histoire. »* (1) L'idée politique qui nous a rassemblés, et elle est aussi neuve aujourd'hui qu'il y a dix ans, parce qu'elle exige, si elle est prise au sérieux, un renouvellement, un ajustement, une mise à jour constante des structures et des mentalités, c'est l'idée démocratique, et il n'en est pas de plus anti-idéologique parce que, valeur en même temps qu'idée, elle se ramène à un propos d'humanisation qui est la vérité toujours menacée et toujours à refaire de la politique. Parce qu'elle est devenue un lieu commun incontesté auquel nul ne manque de faire ses dévotions même lorsqu'elle est un pavillon qui couvre exactement le contraire de ce qu'il annonce, parce que personne — sauf quelques doctrinaires d'extrême-droite — n'ose la mettre en question directement et de face, l'idée démocratique fait figure de référence verbale et même de sophisme justificateur pour les propos de pensée et d'action les plus contradictoires. Rien de plus faux et de plus dangereux qu'une telle apparence. L'idée démocratique a pour nous un contenu déterminé, qu'on ne saurait ployer en tous sens selon les commodités et les opportunités. Nous redisons volontiers ce que nous écrivions à cette place, quatre ans après notre premier numéro :

*« Les certitudes initiales qui avaient été définies au début de 1957 n'ont à être ni affadies, ni infliéchies, et elles se trouvent aujourd'hui plus impératives qu'alors. « France-Forum » est tout simplement une entreprise démocratique au service de cette idée démocratique qui est pour nous une vérité politique majeure. Le pluralisme, le dialogue et la libre confrontation que nous ne cesserons de pratiquer n'ont de signification que par cette intransigeance fondamentale qu'il nous faut approfondir et toujours mieux justifier, mais qui reste pour nous rigoureuse comme un principe et chère comme une foi. »* (2)

Nous plaît particulièrement cette expression d'« intransigeance fondamentale » par laquelle nous déclarons la guerre aux scepticismes et aux dilettantismes, et que nous avons toujours dissociée des fanatismes idéologiques. L'idée démocratique est intransigeante, parce qu'elle est à la fois affirmation et refus, parce qu'elle possède, liées, une force d'attraction et une puissance d'exclusion. De même, et ce sont notions et valeurs fraternelles, que les exigences de liberté et justice prennent d'abord la forme d'une contestation des servitudes, des aliénations, des iniquités, de même nous savons tout ce qui dans le monde d'aujourd'hui contredit ou menace la démocratie. La liberté des opinions, ou plus exactement le droit des convictions à l'expression et au témoignage publics, le propos de justice sociale, qui ne cesse de réformer les structures afin de donner à chacun selon ses besoins et selon ses œuvres, sont évidemment démocratiques, mais ne sont pas le tout de la démocratie. Il y a démocratie partout où la responsabilité humaine et la respon-

(1) « France-Forum », février 1957, n° 1, « Nos refus et notre engagement ».

(2) « France-Forum », janvier 1961, n° 29, « France-Forum pour quoi faire ? » par Etienne Borne, Jean Lecanuet, Henri Bourbon.

sabilité civique de chaque homme tendent à coïncider dans une participation active à la vie économique, sociale, politique. Aussi mettre en cause, par agression sournoise ou attaque frontale, cette participation et dépouiller l'homme de ses responsabilités au profit d'autorités personnelles ou impersonnelles qui le traitent en instrument et en objet, ces sortes d'entreprise relèvent d'un despotisme qui, éclairé ou obscurantiste, libéral ou césarien, efficace ou stérile, est toujours démocratiquement haïssable. Si une pensée et une action démocratiques ont besoin de s'armer et de s'informer auprès des techniques et des sciences humaines aujourd'hui en expansion accélérée, une technocratie qui ferait la technique maîtresse et non servante et ne comprendrait la politique que comme une application de la science positive des sociétés, est le contraire et l'ennemie de la démocratie. C'est d'un mal semblable, et qui tient à une carence de démocratie, que souffre la grandiose entreprise communiste. La rationalité marxiste a obtenu des résultats spectaculaires dans l'ordre de l'équipement, elle s'est montrée capable de donner à l'Etat une plénitude de souveraineté inconnue jusqu'à elle dans l'histoire ; mais comment ne pas conclure à son échec puisqu'elle n'a pu empêcher le communisme de se diviser contre lui-même, que là où il est le plus près de s'ouvrir aux souffles d'un plus vaste monde, elle lui interdit de se libéraliser autrement qu'en ébauches et essais sans cesse raturés, et qu'elle ne lui permet pas enfin de réaliser cette tension féconde et créatrice de la personne et de la communauté qui caractérise une civilisation moderne et humaine. La rationalité technocratique et la rationalité marxiste, si parentes en leur fond, sont incompatibles avec l'idée démocratique, dont on voit bien alors qu'elle désigne vigoureusement ce dont elle ne veut pas en annonçant clairement ce qu'elle est.

Nous n'égalons pas la moindre de nos idées, disait un philosophe platonicien. Le trait est particulièrement incontestable lorsqu'il s'agit de cette idée démocratique que nous sommes toujours tentés de confondre avec l'une ou l'autre de ses formulations, alors qu'elle les enveloppe et les dépasse toutes dans une exigence proprement inépuisable. Combien de fois avons-nous répété que le propos démocratique consistait à pacifier les tensions en changeant le combat en débat, et bien avant que le mot et la pratique du dialogue connussent leur actuelle fortune, certains d'entre nous, ici et ailleurs, non seulement avaient usé de la chose, mais tenté d'en faire assez systématiquement la théorie. Mais il importe à l'idée démocratique que ces notions de dialogue, de débat, de délibération, de confrontation, qui lui sont si directement apparentées, ne tombent pas dans la convention et la fadeur. Les affrontements d'intérêts et de valeurs restent la matière de la politique et le dialogue serait un faux-semblant académique s'il supprimait tensions et affrontements, si chacun en le pratiquant sacrifiait son originalité à une médiocrité rassurante et si, à force d'arrondir les angles par frottement réciproque, tous s'accordaient dans cette politique sans politique, aseptisée et dévitalisée qui est la tentation des sociétés de consommation, c'est-à-dire de confort et de conformisme. Il n'y a pas de politique digne de ce nom sans une pensée qui l'intellectualise, sans une passion qui la vitalise et sans une certaine convergence de cette pensée et de cette passion. En parlant de dialogue, nous n'entendons pas dissoudre les passions qui sont la noblesse de l'homme au profit d'une raison objective, mécaniquement conciliatrice des oppositions. On retomberait dans cette sorte de rationalité, ennemie de l'humainement raisonnable que nous venons de congédier. La politique

éprouve la raison en la partageant, et elle implique des préférences et des choix ; nul ne peut siéger au plafond ou au ciel, chacun doit chercher une place à terre, dans la mêlée et s'y tenir, mais en traitant autrui à la fois comme adversaire et comme partenaire. Nous nous sommes toujours refusés à reconnaître une liberté autre que d'apparence dans le non-engagement délibéré et systématique. Seul est vraiment libre et pèse son poids d'humanité l'homme engagé, et il n'est de dialogue démocratique qu'entre des hommes engagés. Ainsi pouvons-nous avoir ici des engagements différents et une idée commune de la politique.

Idee dont nous voulons maintenir la permanence parmi les changements et les bouleversements qui transforment le visage de la France politique. Certes les frontières des partis, des regroupements, des familles d'esprit ne sont pas éternelles, elles peuvent se révéler artificielles et néfastes, si bien que le mouvement et la novation sont à la fois inévitables et indispensables. Mais il faut se méfier de la nouveauté pour la nouveauté qui risque d'être un slogan mystificateur. Une idée peut avoir un long passé et être plus neuve, s'il y a en elle une puissance de renouvellement des êtres et des choses, que l'improvisation brillante d'un jour qui ne mord pas sur la réalité des êtres et la force des choses. On n'a jamais fait du nouveau en partant du seul concept de nouveauté en lui-même vieux et vide, mais en se situant au carrefour des traditions, en assumant plusieurs héritages et en les fécondant les uns par les autres. Etre moderne, bien sûr, car qui se refuserait à assumer et à aimer son temps ? Or un temps réel n'est pas un éparpillement d'instant qui se nient les uns les autres, mais une durée, c'est-à-dire une continuité créatrice, et les prétentions et les ignorances qui, sous prétexte de modernité, traitent le passé avec légèreté et courent après le temps faute de le savoir maîtriser, méconnaissent la vérité du temps et la vérité de la politique. Si les Modernes étaient ceux qui ne voient dans la politique qu'une technique positive telle que tout problème une fois formulé et décomposé en éléments mesurés et en facteurs quantifiés, il suffirait d'un cerveau électronique pour en trouver mécaniquement la solution, et si les Anciens étaient ceux qui ne séparent pas la politique d'un projet de civilisation, d'un propos de culture, d'une détermination de fins et de valeurs, alors nous disons que la distinction entre les uns et les autres est autrement grave et importante que bien des lignes de démarcation sur l'échiquier des partis et des groupements, et nous sommes résolument pour ces Anciens contre ces Modernes, ou plutôt du côté de ces classiques qui sont les vrais modernes car, comme le disent les philosophes de la durée, ce sont les fidélités qui sont créatrices, et génératrices de nouveautés réelles. Et bien des inventions modernistes sont, à peine parues, démodées et dépassées.

Une certaine idée de la politique. Pour la défendre et l'illustrer, nous avons fondé « France-Forum ». Notre existence elle-même a été depuis dix ans un paradoxe continué et, nous sommes sans illusions, elle ne pourra jamais être autre chose. Une entreprise de pensée politique, et de pensée politique libre, qui ne soit au service d'aucun des intérêts établis. Nous sommes décidés quant à nous à maintenir comme un défi le paradoxe provocant. Mais nous serons vaincus et condamnés à disparaître si nos amis, qui doivent savoir que nous sommes mois après mois en danger permanent, ne redoublent pas d'attention, de fidélité, de générosité. Nous nous sommes contentés, sur ce dernier point, de peu de paroles. Mais elles sont graves.

## Colloque d'action sociale et familiale

### UNE POLITIQUE FAMILIALE

Rapport de Robert PRIGENT

Pour définir une politique, il faut être d'accord sur son objet, en l'occurrence, il nous faut définir ce qu'est la cellule familiale, rappeler ses objectifs internes et son utilité sociale.

Pour nous, nous concevons la cellule familiale basée sur une union stable, facteur d'épanouissement pour les deux éléments du couple. Elle est appelée en général à s'accroître par l'appel à la vie d'un ou plusieurs enfants et assure par ce *don de la vie*, d'une part, la possibilité du développement de l'économie et le maintien du bien-être global des individus; d'autre part la pérennité d'un groupe national donné, une politique familiale étant alors la clé d'une politique démographique.

Enfin, ces objectifs ne peuvent être atteints que si la cellule familiale complète le don de la vie physique par une *préparation des enfants à la vie adulte*.

La politique familiale consiste à assurer la *protection de la cellule familiale* et à lui donner les moyens positifs de jouer le rôle complexe que nous venons de définir.

Il s'agit d'une politique à long terme qui doit s'opposer le plus souvent aux appétits individuels et aux satisfactions collectives immédiates.

Nous examinerons successivement comment assurer la stabilité de l'union du couple; comment concevoir dans le cadre d'une politique de la famille la réponse à apporter au désir de plus en plus répandu d'accéder à la maîtrise du don de la vie; comment aider la cellule familiale à vaincre les difficultés matérielles auxquelles elle doit faire face; enfin quels moyens lui donner pour lui permettre de mener à bien sa mission éducative.

#### I. — LA CELLULE FAMILIALE EST BASEE SUR UNE UNION STABLE

La stabilité de l'union du couple ne se trouve ni dans la nature de l'homme, ni dans le penchant actuel de la Société; elle exige donc une discipline individuelle et collective en même temps qu'un climat social.

Quelles sont les conséquences politiques de cette double constatation?

De toute évidence des textes législatifs tendant à faciliter de plus en plus les divorces ou donnant droit de cité à la bigamie — comme celui sur la légitimation des enfants adultérins — sont contraires à cet esprit

de discipline; si l'on ne peut guère songer à les supprimer, encore faut-il veiller à ne pas élargir les voies ouvertes. Par contre on doit maintenir des textes ayant une valeur psychologique favorable à la famille tels que ceux relatifs à l'institution de la Fête des Mères, à l'existence d'une Médaille des Mères, d'un Hommage décerné aux couples de longue durée.

Il faut également soutenir le droit, pour le bien de la société, à une certaine censure, basée non sur la pudibonderie personnelle, mais sur la recherche d'un climat moral salubre. La question se pose en particulier en ce qui concerne les moyens de communication audiovisuels qui, du fait de leur développement, amènent aujourd'hui des conséquences sociales au dévergondage d'une certaine « élite » dorée qui s'abandonne à la « *dolce vita* ».

#### II. — LE PROBLEME DE L'EQUILIBRE DU COUPLE

Diverses constatations s'imposent à nous.

Autrefois l'équilibre parents-enfants était surtout conditionné par la loi brutale de la mort: durée moyenne de la vie assez courte — taux élevé de mort-natalité et mortalité infantile — fréquence des accidents puerpéraux — ravages des épidémies et des eudémies.

Beaucoup d'enfants naissaient, peu restaient à charge, et cela dans une société aux appétits réduits et aux ambitions mesurées.

La modification des taux de mortalité, de mortalité infantile ou puerpérale, de mortalité épidémique et de la durée moyenne de la vie ont changé cette situation.

D'autre part, la notion de besoins individuels se développe dans une société où le niveau de vie s'accroît.

Enfin, nous sommes passés d'une notion d'enfants ayant des devoirs vis-à-vis des parents à celle des parents ayant des devoirs vis-à-vis des enfants.

L'ensemble explique le désir de plus en plus répandu d'accéder à la *maîtrise du don de la vie*.

Quelles sont les conséquences de ces constatations sur la politique familiale à promouvoir?

En ce qui concerne une réforme possible de la loi de 1920, il faut poser le principe du respect de la liberté individuelle en ce domaine: l'accès aux procédés contraceptifs ne saurait être interdit par la loi. Cette libéralisation doit être assortie de deux séries de con-

ditions : information du public des conséquences individuelles limitées de cette réforme et rappel du devoir de l'Etat en matière de protection de la santé et du maintien des procédés contraceptifs dans le domaine médical et pharmaceutique.

Cette liberté risque cependant de limiter et peut-être même d'inverser notre faible coefficient de développement démographique. D'où la nécessité que le gouvernement et le pays demeurent fidèles à une politique familiale positive. L'enfant doit rester le bienvenu dans la société française.

Il faudrait pouvoir tout à la fois donner aux couples la possibilité de ne pas avoir les enfants dont ils ne veulent pas et d'avoir les moyens d'élever ceux qu'ils désirent. C'est le double aspect d'un véritable contrôle des naissances.

### III. — LES CHARGES FAMILIALES

Le don de la vie puis les soins constants qu'il faut apporter aux enfants jusqu'à ce qu'ils parviennent à l'âge adulte se traduisent pour la cellule familiale en difficultés matérielles qu'il lui faut vaincre. On peut tenter de les regrouper en six préoccupations principales : le logement, le travail accompli par la femme à son foyer, le coût d'entretien de la cellule familiale, l'éducation des enfants, les soins médicaux et la législation fiscale.

Chacune de ces préoccupations doit être examinée dans le cadre d'une politique familiale.

#### A. — LE LOGEMENT

Sans insister sur la nécessité de construire davantage de logements familiaux, question traitée dans le rapport sur le logement, notre attention se portera principalement sur le problème de l'Allocation-logement.

Celle-ci doit résoudre un problème collectif et donc cesser de relever d'une compensation salariale par le biais des allocations familiales. La charge de l'allocation-logement doit peser sur des ressources autres que celles des allocations familiales. A long terme d'ailleurs il faut envisager son intégration dans les ressources normales, au moment où la crise du logement serait positivement résolue.

#### B. — LE TRAVAIL DE LA FEMME AU FOYER

La valeur sociale du temps de travail matériel accompli par la femme à son foyer doit être reconnue car il représente un intérêt primordial tant économique que social pour la Nation. Il mérite donc d'être pris en charge par celle-ci sous la forme de prestation sociale sans compensation salariale correspondante.

Le régime doit différer selon qu'il s'agit d'une femme qui demeure à son foyer tandis que son mari travaille et reçoit un salaire normal ou qu'il s'agit d'une mère isolée (veuve, divorcée, célibataire).

Un réaménagement de la formule du travail à temps partiel sous forme d'alternance saisonnière permettrait à la femme de se consacrer pleinement à ses enfants en période de vacances scolaires.

Enfin, il est nécessaire de prévoir une formule permettant la réintégration dans la vie professionnelle des mères de famille ayant consacré plusieurs années aux soins de leurs jeunes enfants.

#### C. — LE COUT D'ENTRETIEN DE LA CELLULE FAMILIALE

On constate qu'entre 1950 et 1965, le niveau de vie d'un ménage ouvrier sans enfant s'est élevé de 80 %

tandis que celui d'un ménage ouvrier comprenant quatre enfants ne progressait que de 40 %. Ce qui signifie que l'aide familiale s'est dégradée de 20 % pendant cette période.

Des mesures sont à prendre pour redresser cet état de fait : une revalorisation des prestations de base s'impose tout d'abord ; également, la réutilisation annuelle des compensations salariales ou de leur équivalence dans les autres régimes. L'autonomie du régime des Allocations familiales doit être défendue.

Enfin, il faut s'attacher à ce que le niveau global des ressources affectées aux prestations familiales progresse en même temps que le niveau de vie moyen.

#### D. — L'ENSEIGNEMENT

Les charges d'enseignement s'accroissent pour les familles : on constate que dans la décennie 1953-1963 la proportion d'enfants entrant dans les classes de sixième est passée pour les fils de salariés agricoles de 13 % à 33 %, de cultivateurs de 16 % à 40 %, d'ouvriers de 21 % à 45 %.

Chaque enfant reste ainsi plus longtemps à la charge de sa famille. Celle-ci doit donc être aidée pour supporter cette charge qui s'accroît. En premier lieu, il faut modifier la distribution des prestations familiales de telle façon qu'elles augmentent avec l'âge de l'enfant, qu'elles soient maintenues tant que l'enfant est à la charge de sa famille, qu'elles conservent pour chaque enfant le rang ayant ouvert le droit.

Ensuite, s'impose le maintien d'avantages annexes tels que la réduction accordée aux étudiants dans les transports.

Enfin, une réforme du régime des bourses d'études est nécessaire ; elle doit aller dans le sens d'une multiplication et d'une revalorisation ; leur attribution doit être faite en fonction du revenu par tête à charge (par utilisation de quotients familiaux) et non d'après le montant global des ressources de la famille.

#### E. — LES SOINS MEDICAUX

Ce problème relève d'une politique de Prestations Sociales.

Cependant, une politique familiale directe doit être envisagée à ce sujet : maintien du droit aux prestations pour l'enfant tant qu'il reste effectivement à charge et bénéficie du régime de l'obligation alimentaire pour éviter, par exemple, qu'un enfant majeur, malade mental, pénalise en fait la poursuite des études des enfants suivants.

#### F. — LA LEGISLATION FISCALE

On constate à ce sujet que dans les dernières années, le principe du quotient familial a été fortement battu en brèche.

On doit également remarquer que la famille effectue principalement des dépenses de biens de consommation et d'usage de logement.

Il en résulte qu'il est nécessaire de maintenir la technique du quotient familial en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et de l'introduire dans le calcul de la cote mobilière.

Une pondération des droits en matière d'acquisition de logement doit être également envisagée.

#### IV. — LA MISSION EDUCATIVE DE LA FAMILLE

La famille devrait jouer un rôle irremplaçable dans la maturation harmonieuse de ses enfants. Mais l'évolution de nos conditions de vie collective lui a fait

perdre la majeure partie de ses fonctions d'autrefois.

Ainsi le rôle, et en conséquence le prestige, des parents se sont vus diminuer aux yeux des enfants par le fait que la société assure elle-même les fonctions de préparation de la nourriture, de l'habillement, de la distribution des remèdes, de la protection des périls extérieurs et de la révélation du monde extérieur. Dès son plus jeune âge, l'enfant voit que ses parents sont obligés de recourir à des moyens extérieurs pour faire face à leurs besoins. Il en résulte souvent une certaine difficulté pour les jeunes enfants à percevoir la fonction d'un père et d'une mère. D'où la nécessité d'aider les parents à apprendre leur « métier » et ceci en tenant compte de l'apparition récente d'une nouvelle classe d'âge qui dispose de moyens de s'exprimer socialement, l'adolescence.

Ce dernier phénomène rend encore plus difficile pour les parents souvent très occupés et séparés de leurs enfants pendant la plus grande partie de la journée, le rôle éducatif qu'ils ont à jouer. L'enfant d'hier passait à onze ans dans la situation d'adulte par suite de son intégration dans une société professionnelle et ne disposait ni de temps de loisirs, ni de possibilité d'expression collective. Bonne ou mauvaise sa place dans la société adulte était fixée dès cet âge. Or, actuellement, la démocratisation du secondaire, du technique et du supérieur, ainsi que la pro-

longation du primaire, créent une classe sociale nouvelle, celle des adolescents, qui, tout en étant incertaine de son avenir, dispose de larges loisirs pour s'exprimer.

Dans le cadre d'une politique familiale, il faut affirmer la nécessité d'une aide directe aux familles en ce qui concerne leur mission éducative. Différentes formules sont concevables parmi lesquelles : la création et la prise en charge par la société d'auxiliaires éducateurs qui sont à définir de façon précise, à former et à payer.

L'octroi d'une aide aux associations familiales et organismes de conseils conjugaux, va de pair avec un certain contrôle de leurs activités.

Il faut également chercher à perfectionner les relations entre parents et éducateurs en leur donnant dans une mesure qui est à préciser un caractère obligatoire et enfin à promouvoir une meilleure utilisation des possibilités de l'UNAF. (Union nationale des associations familiales).

En conclusion nous ne devons pas oublier qu'une politique familiale se situe dans le cadre d'une évolution vers une civilisation des loisirs et donc un aménagement des structures familiales et professionnelles est à rechercher de manière que parents et enfants puissent disposer ensemble de temps libres plus nombreux.

## PRESTATIONS SOCIALES

Rapport de Bernard LORY

Les handicapés, les vieillards et les enfants inadaptés sont les trois catégories de personnes les plus défavorisées au regard des diverses législations de Protection sociale.

I. — *Les handicapés* dont on ignore le nombre exact en raison de l'insuffisance des statistiques et de l'inapplication de la réglementation relative à la carte d'invalidité se trouvent dans une situation très difficile lorsqu'ils ne peuvent prétendre au bénéfice de la Sécurité Sociale. L'amélioration de leur condition doit être obtenue tant par l'octroi de facilités de réinsertion sociale et économique que par la garantie d'un revenu minimum.

La réinsertion sociale et la participation de l'handicapé à la vie économique doivent être favorisées par le développement de centres de rééducation professionnelle, de centres d'aide par le travail, d'ateliers et de foyers protégés. Les formules techniques existent mais le nombre de ces établissements est très insuffisant et leur financement incomplètement assuré. Cette solution est à la fois conforme à l'intérêt des victimes de handicaps physiques et psychiques et à celui de la collectivité. Elle devrait être généralisée et dans ce domaine il convient de passer du stade expérimental à celui d'une organisation permanente et systématique.

L'amélioration du revenu des handicapés peut être recherchée soit par des retouches apportées à la législation actuelle de l'Aide Sociale soit par l'adoption d'une législation reposant sur des principes nouveaux.

Si l'on ne souhaite porter atteinte aux règles actuelles il conviendrait au moins dans l'immédiat :

— de supprimer la distinction entre petits et grands infirmes ;

— d'assouplir la notion d'obligation alimentaire, notamment en supprimant l'hypothèque légale et en aménageant les conditions de définition et de recouvrement des créances alimentaires ;

— d'assouplir la notion de plafond ressources notamment en ne tenant plus compte de « l'aide de fait » ni des revenus du travail des intéressés.

Mais le sort des handicapés serait plus profondément amélioré par la création d'une véritable assurance incapacité comportant l'octroi d'une prestation proportionnelle à la gravité de l'handicap physique et psychique et à la capacité de gain des personnes handicapées.

Une telle réforme peut être réalisée dans le cadre de l'aide sociale remaniée ou sous la forme d'un complément apporté à la législation de Sécurité Sociale. Le cloisonnement de la structure des régimes de sécurité sociale sur une base socio-professionnelle inciterait à préférer la première solution.

Toutes deux doivent permettre et favoriser l'amélioration de la condition actuelle des handicapés et leur insertion dans la cité.

II. — En matière d'aide à *la vieillesse*, il faut rappeler les données démographiques françaises qui s'expriment en France par un rapport proche d'un retraité



pour quatre personnes actives et souligner que cette situation va aller en s'aggravant jusqu'en 1981.

D'autre part, le système français se caractérise par une grande inégalité entre les divers régimes de vieillesse qui relèvent généralement beaucoup plus de la solidarité professionnelle plutôt que d'une vraie solidarité nationale.

Une politique de la vieillesse existe pourtant. Elle a été définie par la Commission d'études des problèmes de la vieillesse. Mais ses diverses recommandations n'ont pas été suivies. Elles restent néanmoins valables. Il suffit de les appliquer :

— octroi d'un minimum garanti assurant une vie décente. Les décisions prises dans ce domaine ne sont pas conformes aux recommandations de la commissions et elles ne tiennent ensuite aucun compte de l'évolution des prix. C'est pourquoi plus de la moitié des vieillards français se trouvent dans une situation si précaire et n'ont droit qu'à 5,75 F par jour. La France est le pays d'Europe qui consacre la plus faible part de son revenu national aux personnes âgées ;

— nécessité d'assurer le développement des services d'aide médicale ou ménagère à domicile : les conditions de financement ne permettent pas d'assurer leur bon fonctionnement et notamment de recourir à des aides familiales spécialisées ; de plus, nécessité de favoriser le développement de l'allocation-loyer dont les principes sont bons mais dont l'application est presque inexistante ;

— nécessité de mettre en œuvre un véritable plan d'équipement comportant la condamnation des hospices et leur remplacement progressif par des équipements appropriés : foyers-restaurants, logements-foyers, maisons de retraite et aussi création de services de gériatrie. Ceux-ci ne doivent pas conduire à une ségrégation sanitaire mais sont au contraire destinés à compléter l'action des services normaux.

La réalisation d'une telle politique repose à la fois sur des principes de justice sociale mais aussi de saine gestion économique ; de plus elle suppose une volonté politique très forte en raison de l'inorganisation du groupe social des personnes âgées. En dépit de son importance électorale (près du quart des électeurs) c'est un groupe qui, paradoxalement, n'a guère d'influence sur les pouvoirs publics. Seule l'action concertée des organismes sociaux et des groupes politiques peut faciliter la solution de ce problème fondamental.

III. — Troisième problème envisagé, celui de l'enfance inadaptée. Problème douloureux et mal connu, il constitue un fait nouveau, en raison de la prise de

conscience tardive de la société mais aussi en raison d'une aggravation constante. Malgré un effort important d'équipement et de recrutement de personnel spécialisé, le nombre et la gravité des inadaptations constatées imposent aux pouvoirs publics un effort considérable pour assurer le développement des services techniques nécessaires et la création d'une protection sociale indispensable.

En effet, on se trouve devant le grave problème des carences de l'équipement français dans le domaine social. La proposition de la commission d'équipement social tendant à la réalisation de 2 milliards de travaux jusqu'en 1970 ne permettrait de résoudre le problème que dans vingt ans. En dépit de son caractère modéré, elle n'a pas été retenue et le Plan actuel ne comporte dans ce secteur que la réalisation de 1.379 millions.

Mais ce dernier chiffre risque de ne pas être respecté car le fonds d'action sanitaire et sociale de la Sécurité Sociale qui jusqu'ici a contribué très fortement au financement des équipements sera presque intégralement absorbé par les échéances de paiements consécutifs à l'exécution du IV<sup>e</sup> Plan. De plus les autorisations de programmes prévues ne permettent pas de pallier cette carence involontaire, et le phénomène d'urbanisation croissante absorbe les disponibilités financières des collectivités locales.

Devant cet état de fait il faut réagir dans le sens d'un accroissement des équipements et d'un recrutement plus large de personnel spécialisé. Mais il faut aussi instituer un régime spécial de protection sociale de l'enfance inadaptée car aucune des formes actuelles de prévoyance ne répond vraiment à toutes les situations où il est nécessaire d'intervenir. Il convient de permettre aux familles d'enfants inadaptés de faire face aux dépenses d'éducatrices spécialisées (qui présentent un caractère mixte, c'est-à-dire médical et pédagogique) alors qu'elles ne peuvent bénéficier des structures scolaires normales mises à la disposition de tous et au financement desquelles elles ont contribué.

En conclusion, il faut lutter contre la tendance actuelle à admettre le dépérissement de l'action sociale en général. La priorité donnée par la politique actuelle à la seule croissance économique conduit à regarder toute mesure sociale comme en concurrence avec les investissements productifs. Il est nécessaire de combattre cette tendance, car le bien-être social ne se mesure pas exclusivement en niveau de vie, mais en conditions de vie, et ne se juge pas seulement par rapport au revenu individuel des mieux pourvus, mais au degré de solidarité à l'égard des plus faibles.

## L'EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL

Rapport de Francis MONTES

Le « droit » à la santé constitue l'un des droits fondamentaux de l'homme. Des récents sondages d'opinion témoignent que la préoccupation de se maintenir en bonne santé est présente à l'esprit de la majorité des Français.

Pourtant la France connaît un retard considérable par rapport à la plupart des pays d'un niveau de développement industriel comparable, en matière d'équipements sanitaires et sociaux, de densité médicale, ainsi que du nombre de personnels paramédicaux et sociaux.

Il paraît important de chercher à déterminer les causes de notre retard. Celui-ci s'explique, en partie, par le fait que la France a subi les conséquences de près d'un quart de siècle ininterrompu de guerres : de 1939 à 1962. Mais il faut aussi tenir compte que la prise de conscience de l'importance de la santé, si elle est bien ressentie au niveau individuel, ne l'est presque pas à celui des corps intermédiaires. On peut citer en exemple l'enquête faite par le Commissariat au Plan, auprès des membres des CODER, pour établir un ordre de priorité dans les investissements collectifs ; ceux-ci

# FORUM

n'ont placé l'équipement sanitaire et social qu'au sixième rang. Dans ces conditions, il ne faut pas être surpris que le gouvernement, qui n'est par ailleurs soumis à aucune pression en ce domaine, n'ait pas dégagé davantage de crédit pour cet équipement.

Peut-être aussi est-il important de souligner une certaine éthique de notre société contemporaine qui attache beaucoup plus d'importance à la production qu'à la sauvegarde de l'équilibre physique et psychique des hommes. N'est-ce pas là poursuivre un objectif chimérique ?

Avant d'examiner les données de base de l'équipement sanitaire et social, il convient de rappeler l'impérieuse nécessité de la *prévention*.

D'abord au niveau global pour rechercher un plus grand équilibre de l'homme. Une véritable prévention au niveau global exigerait :

- un travail qui ne se retourne pas contre celui qui l'effectue ;
  - un urbanisme à l'échelle humaine ;
  - un logement permettant une vie familiale harmonisée ;
  - un temps de loisirs suffisant pour permettre à chacun de prendre le repos nécessaire à la santé et pour donner accès à une plus grande culture.
- Prévention aussi, au sens classique du terme, grâce

à des équipements, du personnel, mais surtout, grâce à une éducation sanitaire valable.

La préparation du V<sup>e</sup> Plan s'est étalée sur un an et demi. Les résultats des travaux de la *commission d'équipement sanitaire et social* se traduisent par les chiffres suivants :

1<sup>o</sup>) Les besoins sanitaires et sociaux ont été arrêtés à 55,76 milliards.

2<sup>o</sup>) Il serait possible de réaliser techniquement 22,23 milliards de travaux.

3<sup>o</sup>) On a fixé le minimum indispensable afin que le niveau de satisfaction des besoins ne se dégrade pas, à 11,02 milliards.

Le Gouvernement avait fixé comme hypothèse de travail à la commission, les valeurs suivantes : 12,8 milliards comme hypothèse faible, et 14,3 milliards comme hypothèse forte. En définitive, l'option gouvernementale a été de 12,9 milliards, c'est-à-dire, à un détail près, l'hypothèse faible.

De ce fait, en admettant que le financement soit assuré, le niveau de satisfaction des besoins ne sera même pas maintenu dans certains secteurs importants, tels que ceux des personnes âgées ou de l'enfance inadaptée.

Nous allons maintenant examiner, avec le tableau ci-après, quelques chiffres qui mettent en évidence l'insuffisance du programme par rapport aux besoins :

<i>Equipements sanitaires (objectifs 1975)</i>	<i>Besoins</i>	<i>Programme de 12.900 millions</i>	<i>Pourcentage des besoins</i>
Hôpitaux, y compris C.H.U. ....	11.335	5.294	46,70
Hospices publics .....	6.071	905	14,90
Hôpitaux psychiatriques .....	5.092	2.107	41,38
Autres rubriques .....	—	—	—
	28.760	9.306	32,35
<hr/>			
<i>Equipements sociaux (objectifs 1970)</i>			
Personnes âgées .....	4.480	770	17,18
Infirmes adultes .....	700	192	27,43
Enfance inadaptée .....	9.580	1.379	14,39
Education surveillée .....	2.800	250	8,93
Autres rubriques .....	—	—	—
	27.000	3.294	12,20
Equipement des D.O.M. ....		300	
	55.760 millions	12.900 millions	

Il y avait un choix à faire entre les hôpitaux et les centres hospitaliers universitaires ; en définitive, le gouvernement accorde la priorité aux C.H.U. qui auront la charge d'assurer les soins, la recherche et l'enseignement. Sur le programme sanitaire de 9,306 milliards, les hôpitaux représentent 79,52 % qui se décomposent en 56,88 % pour les centres hospitaliers y

compris les C.H.U., et 22,64 % pour les hôpitaux psychiatriques. Cela correspond respectivement à 46,70 % et à 41,38 % des besoins estimés.

Quant à l'enfance inadaptée, 41,86 % du programme d'équipement social de 3,294 milliards lui sont consacrés ; mais cela ne représente que 14,39 % des besoins, et 68,95 % du programme minimum. Donc, en 1970, le

niveau de satisfaction des besoins en ce domaine se sera détérioré si le gouvernement ne modifie pas ses positions.

Le véritable problème qui est posé est celui du financement.

Nous sommes, il est vrai, dans un pays qui n'a jamais été aussi riche en valeur absolue, ni aussi pauvre en valeur relative. Je m'explique : riche parce que nous avons un revenu national plus élevé que jamais ; pauvre : parce que le niveau de nos besoins n'a jamais été aussi élevé. Or, à l'heure actuelle, le V<sup>e</sup> Plan est infinançable dans le domaine des équipements sanitaires et sociaux, même si l'on admet que le quart du programme sanitaire sera effectué sans le concours financier de l'Etat.

Le financement se présente en effet de la façon suivante :

<i>Programme de 12,90 milliards</i>	
Etat .....	3,20
Apport propre des établissements ..	1,35
Amortissements .....	1,30
Sécurité Sociale (fonds d'A.S.S.) ..	1,30
Emprunt .....	5,75
	<hr/>
	12,90

Ce plan de financement étant irréalisable la commission a proposé que la participation de l'Etat soit augmentée d'un milliard, ce qui réduirait d'autant le recours à l'emprunt. Mais malgré cela le programme demeure « infinançable ». Pourquoi ?

D'abord, parce que les apports propres des établissements ont été surévalués. En effet, le IV<sup>e</sup> Plan d'équipement sanitaire a dépassé en réalisations, ce qui était prévu, du fait que d'une part les établissements ont eu recours à l'emprunt d'une façon plus importante que prévu, et d'autre part parce qu'ils ont vendu une partie de leurs biens pour réaliser. Ayant vendu ces biens, ils ne pourront pas les vendre une seconde fois pour appliquer le V<sup>e</sup> Plan.

Le chiffre prévu pour les amortissements sera vraisemblablement atteint, mais il ne pourra pas être dépassé, car les amortissements sont inclus dans le calcul des prix de journée payés notamment par la Sécurité Sociale. Dans la mesure où on augmenterait les amortissements en réduisant le nombre des annuités, ce qui est parfaitement concevable techniquement, cela se traduirait par un accroissement plus important du prix de journée. Or, deux facteurs limitent l'augmentation des prix de journée. D'une part la décision gouvernementale suivant laquelle la croissance annuelle ne devrait pas dépasser 5% en valeur constante. D'autre

part les répercussions qu'aurait sur l'équilibre du budget de la Sécurité Sociale, une augmentation trop importante des frais hospitaliers.

Quant à la Sécurité Sociale, sa participation de 1,3 sera atteinte, mais ne pourra pas être dépassée dans le cadre de la ventilation actuelle des cotisations.

Enfin, en ce qui concerne l'emprunt, que sa masse soit fixée à 5,75 milliards ou à 4,75 milliards, cela ne change pas grand chose. Car, d'une part il n'existe aucun organisme financier en France susceptible de prêter de pareilles sommes, même pas la Caisse des Dépôts et Consignations du fait de ses autres obligations ; et d'autre part, à supposer même que ce volume de crédits puisse être trouvé, les établissements ne pourraient pas faire face aux annuités de remboursement aussi importantes, compte tenu notamment du fait des intérêts importants de ces emprunts. Le remboursement des intérêts est en effet lui aussi inclus dans le calcul du prix de journée et provoque donc les mêmes conséquences que les amortissements.

Comment s'en sortir ? Je ne vois que trois voies :

1<sup>o</sup>) Accroître la participation financière de l'Etat et des collectivités locales. Ces dernières pourraient par exemple, offrir gratuitement des terrains pour construire de nouveaux établissements, notamment sur les Z.U.P. Elles pourraient également décider de prendre à leur charge le remboursement des intérêts des emprunts. De cette manière, seul le remboursement du principal incomberait aux établissements.

2<sup>o</sup>) Modifier les coefficients de ventilation des cotisations de la Sécurité Sociale, pour doter les Caisses de fonds d'action sanitaire et sociale plus importants. Cela est possible puisque le gouvernement a imposé au régime général des charges qui ne lui incombent pas et qui s'élèvent à plusieurs milliards par an de nos francs actuels.

3<sup>o</sup>) Il convient d'harmoniser les rapports entre le secteur hospitalier public et le secteur privé, en répartissant au mieux, dans une première phase, les tâches, entre eux, en considérant ces deux secteurs de la médecine comme complémentaires et non comme concurrents, c'est-à-dire en leur donnant le maximum d'efficacité.

Il conviendrait aussi de coordonner l'exercice de la médecine praticienne en cabinet privé, et la médecine hospitalière. Mais cela suppose une transformation radicale des structures.

En un mot, la porte étroite par laquelle on peut résoudre le problème financier de l'équipement sanitaire consiste à faire l'inventaire des possibilités, à organiser la distribution des soins, à planifier les équipements et leur donner le maximum d'efficacité.

## **LOGEMENT ET EQUIPEMENT**

*Rapport de Charles DELAMARE*

Il ne faut pas se lasser de citer le chiffre de 550.000 logements par an qui devrait être l'objectif de notre industrie du bâtiment pendant près de vingt ans.

Tous les experts, après des études très sérieuses, considèrent cette production comme le minimum nécessaire imposé par la croissance démographique, par l'urbanisation rapide du pays, par le rattrapage des trente années de stagnation dans le bâtiment.

En face de ces besoins, l'objectif retenu par le V<sup>e</sup>

Plan, d'achever, au cours de l'année 1970, 480.000 logements, écrit Guy Houist, n'est pas ridicule de modestie, mais est loin d'être excessif de générosité.

La construction des immeubles est toujours suspectée d'être inflationniste parce qu'elle est une consommation à long terme, réduisant notre capacité d'investissement. Il y a beaucoup de vrai dans ce raisonnement. Mais il faudrait préciser que la construction est une consommation d'un type très différent de celle

du tabac ou du vin et qu'elle s'apparente beaucoup plus à cette sorte de consommation privilégiée qu'est l'Education nationale.

Une politique de la construction suppose un projet de civilisation, une volonté de faire progresser l'ensemble de la Société. Les Allemands ont un mot très expressif à ce sujet. Ils parlent de « Wohnkultur », c'est-à-dire civilisation de l'habitat, mais aussi *par* l'habitat.

Comme l'écrit Gilbert Mathieu dans son livre « Peut-on loger les Français ? », « il faut rappeler que, selon les statistiques les moins incertaines, 80 % des délinquants juvéniles sortent des taudis ; que la majorité des abandons d'enfants est liée au drame du logement ; que la tuberculose est la plus forte dans des zones où la crise est la plus grave (à Paris, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement par exemple) ; que la mortalité infantile est deux à trois fois plus élevée dans les quartiers d'habitat défectueux que dans les beaux quartiers ; enfin qu'on a pu évaluer à plus de 200.000 par an les avortements plus ou moins liés à la crise du logement. »

Tout le monde s'accorde à convenir que les objectifs fixés par le Plan sont très en deçà des besoins réels.

L'obstacle se situe essentiellement au niveau financier. Il est vrai qu'il est de taille.

En 1964, pour réaliser 420.000 logements, il a fallu mettre en œuvre 28 milliards de francs. Ce chiffre représente quatre fois la valeur de la production de l'industrie automobile ou deux fois le total des dépenses consacrées à l'Education nationale. Les sommes consacrées à la construction ont absorbé 28 % du total des dépenses d'investissements, 6 % du produit national brut, 8 % du revenu net des ménages après impôts. La construction d'un logement neuf, destiné à une famille, a absorbé l'équivalent du revenu annuel de quatre familles.

A l'image de ce qui se fait dans les autres pays européens, l'Etat français souhaite que le financement soit de plus en plus assuré par des ressources privées. L'effort propre des particuliers a paru, pourtant, aux membres de la Commission du Plan, avoir atteint un maximum difficilement dépassable. C'est pourquoi les progrès essentiels, dans le financement, doivent être accomplis par des mécanismes à vocation générale, c'est-à-dire essentiellement les banques et les établissements financiers.

Mais on s'aperçoit immédiatement qu'il y a là un pari, car ces organismes ne disposent pas, actuellement, des moyens pour assurer le financement prévu. Il s'agit donc d'un plan de trésorerie qui n'est pas fondé sur les mathématiques, mais sur des espoirs. Les nouvelles procédures de collecte de l'épargne et les facilités données aux crédits à la construction par l'intermédiaire du marché hypothécaire, de l'épargne logement et de l'allongement du moyen terme qui passe de 5 à 7 ans, doivent donner les moyens de produire, en 1970, les 480.000 logements prévus.

Le V<sup>e</sup> Plan apparaît insuffisant aussi bien dans ses objectifs que dans ses moyens. Les propositions que l'on peut faire pour remédier à cet état de chose s'orientent dans deux voies principales : augmenter la part du financement public ou bien aménager la

part des ressources générales allant au logement, dans le produit national brut.

La première de ces solutions a la faveur de M. Guy Houist qui estime que 10 % du budget de l'Etat devraient, chaque année, être réservés au financement du logement en général alors qu'actuellement l'effort public est inférieur à 7 % du budget de l'Etat. Il en résulterait une légère augmentation de la part des investissements en faveur du logement au plan national.

Mais cette proposition pose un problème grave car il ne suffit pas de parler d'une augmentation des dépenses, il convient également d'indiquer quelles seraient les ressources nouvelles dégagées.

Il est, en revanche, plus facile de suggérer des aménagements dans la façon dont l'effort en faveur du logement est réparti sans que la part du produit national brut qui lui est affectée, en soit profondément modifiée.

Cinq mesures principales paraissent devoir améliorer fortement la rentabilité des investissements immobiliers de la Nation.

1<sup>o</sup>) *L'unité du marché* du logement doit être restaurée pour rétablir la justice distributive la plus élémentaire. Le statut particulier des immeubles construits avant 1948 et donnés en location, devrait être révisé. La situation actuelle, issue du blocage des loyers pendant la première guerre mondiale est à la fois inefficace et injuste. Elle profite à plus de 4 millions de familles installées, de père en fils, par droit féodal, dans des locaux qui leur coûtent deux à trois fois moins chers que des logements identiques construits par des organismes H.L.M. Il est frappant de constater que l'écart entre les loyers français s'est aggravé ces dernières années, contrairement à l'objectif que les pouvoirs publics déclaraient poursuivre.

Rétablir la vérité des prix pose, naturellement, des problèmes graves à tout gouvernement. Mais il est urgent de revenir très vite à des loyers proportionnés à la qualité du logement. La plus-value que les propriétaires retireraient d'une hausse des loyers devrait subir une taxe qui serait affectée à la restauration des logements anciens ou à un fonds d'allocation logement.

2<sup>o</sup>) Il importe également de *concentrer l'aide publique*, en faveur des plus défavorisés et de l'équipement collectif, alors qu'actuellement on assiste à un saupoudrage de l'aide qui, par une loi naturelle, celle de la jungle, profite bien souvent aux plus riches ou aux plus malins.

Cette politique doit suivre trois axes :

— Tout d'abord, pour compenser le rétablissement de la vérité des prix en matière de loyer, il serait nécessaire de mettre enfin au point une aide personnalisée, par le développement de l'allocation logement. On parle beaucoup, depuis plusieurs années, de cette aide, mais, en réalité, on assiste à une limitation de l'allocation logement.

— Ensuite, il conviendrait de prendre comme objectif la réalisation d'un nombre plus élevé d'H.L.M. en locatif. Il n'est pas difficile, même sur le plan financier, de construire 200.000 H.L.M. de ce type en 1970.

Une économie correspondante, du point de vue budgétaire, peut être trouvée par le blocage, à son niveau actuel, du montant des prêts spéciaux du Crédit Foncier. Il est évident qu'environ le quart de la population française, en raison de ses revenus, ne pourra jamais accéder à la propriété. C'est pour cette couche sociale que doivent être réalisées et attribuées les H.L.M. en location. Quant aux autres citoyens, on doit trouver des moyens plus économiques pour l'Etat, de les aider à devenir propriétaires, que l'aide du Crédit Foncier.

— Enfin, l'équipement devrait bénéficier des ressources des collectivités locales. C'est à leur niveau que l'on doit livrer la bataille des terrains. La spéculation sur ceux-ci est le signe d'une carence de l'autorité publique. La création d'un véritable impôt foncier, profitant aux collectivités locales et manié par elles, devrait leur donner le moyen d'intervenir efficacement pour livrer des terrains équipés, en nombre suffisant, pour empêcher les prix de cette marchandise d'augmenter en même temps que la demande. On peut se demander si la totalité des impôts perçus par l'Enregistrement, administration particulièrement apte à suivre l'évolution du patrimoine, ne devrait pas alimenter le budget des collectivités locales. C'est une hypocrisie de clamer très haut son indignation contre la spéculation sur les terrains, alors que le Gouvernement, par son refus constant de donner des ressources financières aux collectivités locales, empêche précisément celles-ci de remplir leur rôle normal qui est d'équiper et d'urbaniser leur territoire. Qu'on ne s'étonne pas alors de la différence considérable du prix de revient d'un appartement à Paris et à Düsseldorf lorsque l'on sait la part que représente le coût du terrain dans le prix de revient et les moyens dont disposent les communes en France et en Allemagne pour agir sur celui-ci.

3°) L'effort d'investissement nécessaire à la construction implique *des encouragements très sérieux à l'épargne*.

Quatre mesures principales peuvent être envisagées dans ce domaine :

a) La détaxation fiscale pour les particuliers, comme cela a été fait en Allemagne jusqu'à une date récente, non seulement des intérêts payés à la suite d'emprunts destinés au logement, mais aussi de la totalité ou d'une partie des fonds investis pour l'habitation. L'impulsion donnée à la construction, qui résulterait d'une telle mesure, couvrirait, d'après les calculs les plus sérieux, sous la forme de taxe à la valeur ajoutée, la perte que la déduction de ces sommes représenterait pour le Trésor du côté de l'impôt progressif sur le revenu.

b) Encourager l'épargne qui s'investit dans les opérations en location. Il n'est pas normal que les logements en location soient un monopole d'Etat. Il est, au contraire, très sain de ramener l'épargne vers ses placements de père de famille que constituaient autrefois les immeubles donnés à bail. Une mesure telle que l'imposition sur les plus-values (loi de Finance de 1964), en raison de circonstances particulières, devrait être abolie d'urgence, notamment en ce qui concerne la revente des logements. Beaucoup d'épargnants ont abandonné ce genre de placement à la suite de cette disposition législative. Il en va de même en ce qui concerne les limitations imposées par le Crédit Foncier aux acheteurs d'appartements ayant un prêt spécial.

Enfin, les sociétés immobilières d'investissement ne peuvent se développer que si elles bénéficient d'un régime fiscal préférentiel.

c) L'institution du crédit hypothécaire ne deviendra un moyen de financement important que si on l'ouvre à tous les citoyens, alors qu'actuellement il est limité aux établissements financiers et aux compagnies d'assurances. Beaucoup de gens, surtout en province, qui ne vont jamais porter leurs disponibilités dans une banque, font des prêts par l'intermédiaire des notaires. On estime à 6 milliards de francs par an, les montants qui sont ainsi placés. Créer un vaste marché hypothécaire, ouvert aux particuliers, permettrait d'abaisser considérablement les taux et de prolonger jusqu'à 25 ou 30 ans la durée des prêts consentis. On pourrait ainsi financer une grande partie de l'accession à la propriété, comme c'est le cas aux Etats-Unis, sans avoir recours aux fonds du Trésor dispensés par l'intermédiaire du Crédit Foncier.

d) Les primes sans prêts qui représentent une dépense annuelle de 700 millions de francs pour le Trésor, ne répondent plus à leur but. Ce n'est pas parce qu'un acheteur d'appartement touche une prime de 500 francs par an qu'il se décide à cet investissement. Une réforme de ce régime des primes s'impose, qui permettrait de donner une aide plus importante, mais plus concentrée dans le temps. Cette aide pourrait profiter, non seulement aux logements neufs, mais aussi aux logements anciens.

4°) *Rénover notre patrimoine ancien*. Si l'on considère que les vieux immeubles sont éliminés au rythme de 1 % par an, il restera, d'ici vingt ans, encore neuf millions de logements datant de plus de cinquante ans. Sur ceux-ci, quatre millions doivent être améliorés d'urgence si l'on ne veut pas qu'ils se transforment en taudis. Il y a fort peu de temps que l'on s'est préoccupé de maintenir en vie ces habitations anciennes. Les améliorations apportées à celles-ci sont beaucoup moins coûteuses que la construction d'immeubles neufs. L'action des PACT (Centres de Propagande et d'Action Contre le Taudis) est la seule cohérente qui existe depuis la guerre. Ces organismes, qui reposent essentiellement sur la bonne volonté de quelques animateurs, ne pourront cependant s'attaquer aux problèmes signalés ci-dessus, que s'ils bénéficient d'une aide substantielle. Celle-ci pourrait être assurée, en particulier, par l'affectation d'une partie des produits de la taxe frappant l'augmentation des loyers anciens.

5°) *Simplifier le contexte juridique et administratif*. Notre système hypothécaire, les procédures de l'enregistrement, les règlements d'urbanisme, les complications de la fiscalité immobilière, les manies tâtilloannes des notaires, constituent un incroyable enchevêtrement d'archaïsme et de caporalisme. Les étrangers sont stupéfiés du byzantinisme qui entoure les choses de la construction en France. Nous sommes, naturellement, très conscients du prix que ces différentes interventions représentent, mais nous sommes loin de savoir combien les pertes de temps occasionnées par ces procédures courtelinesques sont coûteuses.

C'est probablement la marche lente et énervante à travers cette jungle de règlements pour arriver à la construction, qui explique, en grande partie, la différence de prix de revient entre la construction française et celle de l'étranger.

Les mesures proposées sont complémentaires et non pas contradictoires. Si l'on veut résoudre le problème du logement en France, il ne faut pas s'embarasser

de théories abstraites, mais il est nécessaire d'attaquer le problème avec le plus grand pragmatisme.

Deux lignes essentielles d'actions devraient être adoptées :

Tout d'abord rétablir la simplicité. Une des critiques principales que l'on peut opposer au V<sup>e</sup> Plan est de ne pas avoir eu le courage d'alléger les réglementations superposées qui l'ont précédé.

Ensuite, rétablir la justice en distinguant trois secteurs principaux :

— un secteur social très contrôlé pour éviter les abus, mais très aidé,

— un secteur encouragé, de plus en plus libre, destiné aux classes moyennes,

— et, enfin, un secteur de luxe, totalement soumis à la loi du marché, pour les plus riches.

Le logement est un des domaines où les progrès de la productivité peuvent être encore considérables, en premier lieu, dans la profession du bâtiment, mais, surtout, ce qui est beaucoup moins souvent mis en lumière dans le secteur tertiaire : administrations, bureaux d'études, architectes, établissements bancaires, législateur, etc.

## CONCLUSIONS DU COLLOQUE

par Joseph FONTANET

Tirant les conclusions du colloque, Joseph Fontanet, ancien Ministre de la Santé Publique et de la Population, a notamment déclaré :

« L'utilité de telles confrontations organisées par le Centre Civique d'Action Sociale et Familiale n'est pas à démontrer. Le « social » a trop souvent fait figure de Croix-Rouge de l'économie : tenu pour l'appendice d'une politique de développement, considéré comme une bonne action nécessaire mais incidente aux grands problèmes, il a trop souvent été relégué à l'arrière plan par les hommes qui ont en main des leviers de commandes. Traitée en parent pauvre de l'ambition nationale, notre politique sociale a donc pris un retard considérable. Or, la multiplicité des actions à envisager en faveur des familles, des personnes âgées, des handicapés, des inadaptés, la masse de logements et de lits d'hôpitaux à mettre à la disposition des Français sont pour nous des impératifs.

« Si l'économie est au service de l'homme, la politique sociale est dès lors la finalité même de l'économie. Elle ne doit pas être un effort latéral, un rachat de conscience, face à une économie dont les lois s'imposeraient sans appel. Le progrès économique et le progrès social sont solidaires, nous devons l'affirmer fortement, et en tirer réflexion pour un sérieux effort de planification chargé de définir les objectifs prioritaires et les disciplines nécessaires.

« Les mécanismes du marché, si indispensables à l'essor d'une économie tendue vers l'expansion, ne sont pas capables, seuls, de répartir avec justice l'accroissement de la production nationale. Il y a même lieu de penser que les succès, voire les records d'une économie riche de dynamisme, tendraient à élargir sans retenue l'éventail des revenus. L'élan bénéficierait certes à la plus large part de la population mais larguerait ceux qui resteraient, pour une raison quelconque, en marge du courant de production.

« Or, la pauvreté n'est jamais si proche de la misère que lorsqu'elle côtoie l'opulence. En d'autres termes,

l'injustice sociale dans les sociétés évoluées ressort tout autant de la comparaison des moyens d'existence que du poids propre des besoins.

« La France n'est pas encore société d'opulence, loin de là. Mais, comme toutes les sociétés industrielles, elle s'achemine, malgré des lenteurs et de graves déficiences, vers une élévation de la plupart des niveaux de vie.

« Dès lors, les zones de stagnation deviennent injustice, et celles de misère, scandale. Le mot n'est pas trop fort pour la situation d'un million de personnes âgées au moins, pour les inadaptés et les handicapés. Quant au dépérissement des prestations familiales, au ralentissement de la construction et aux retards de notre hospitalisation, ils grèvent l'avenir, puisqu'à l'injustice, guère tolérable pour ceux qui la subissent, s'ajoute un amoindrissement de nos chances de développement national : les points noirs sociaux deviennent inéluctablement, un jour ou l'autre, des freins à l'essor économique.

« L'étendue des transferts de revenus, la gamme des équipements collectifs à réaliser doivent dès lors devenir le fait d'un contrat national. Telle est une des tâches majeures du Plan, en devoir de dresser la carte des efforts publics ou privés. La planification doit être délibérée démocratiquement et sans fards, car il revient à la Nation de choisir en conscience l'ampleur de son effort. Celui-ci reflètera d'abord le niveau de notre morale collective, mais respectera aussi les impératifs de santé économique, sans laquelle l'action en faveur d'une politique sociale se condamnerait elle-même à des lendemains stériles.

« A l'heure actuelle la politique sociale et d'égalisation des chances est insuffisante et nous voulons la modifier. Mais il faut dire avec courage qu'une politique courageuse a des limites : celle du respect des lois de l'expansion, clé de tout progrès social. L'effort de justice doit, pour être couronné de succès, s'appuyer sur la vitalité économique du pays. »

# UNE INSTITUTION QUI FAIT PARLER...

par \*\*\*

Il n'est pas toujours facile de travailler avenue Kennedy et de porter les couleurs de la grande maison ronde.

Bruxelles. La nuit. Le débat agricole traîne en longueur. Un ministre sort dans le couloir. Il est français. Des reporters l'entourent pour l'interroger, et comme le veut la coutume, ils nomment leurs journaux à tour de rôle.

— L'O.R.T.F., Monsieur le Ministre.

— Vous êtes affublé d'un « O » maintenant ?... assurément, voilà qui doit tout changer chez vous !...

Sourire complice et rapide coup d'œil vers l'assistance. Pas de doute possible : c'est une plaisanterie. Au deuxième degré. Dans le style du Quai d'Orsay. Et le malheureux journaliste entend encore le fou-rire de ses confrères.

Voici donc l'affaire définitivement jugée. La radio et la télévision sont des moyens de gouvernement. Heureux les hommes au pouvoir car ils pourront en profiter ! On s'en moque à l'occasion, mais l'ironie, vous en avez la preuve, n'est pas le privilège exclusif des adversaires inconditionnels du régime !

Quand on parle de l'O.R.T.F., que de préjugés tenaces et d'idées reçues ! Et pourtant. Il faut se méfier des formules à l'emporte-pièce.

Prenons au hasard trois de ces slogans répétés à satiété : la télévision a tué la radio ; les journalistes sont « aux ordres » ; les recommandations d'hommes influents sont indispensables à leur carrière.

D'abord, la première de ces phrases toutes faites. On accable la télévision de reproches : elle fascine. On néglige la radio : elle n'intéresse personne, parce qu'on la croit morte ou presque. Et on se trompe. Hélas ! les sondages des Instituts d'opinions ne persuadent vraiment que ceux qui acceptent de se laisser faire douce violence. Ils ne peuvent rien contre les préjugés enracinés.

Cependant, le public du matin, celui des salles de bains et du transistor, vaut bien celui de la soirée et des fauteuils pour digestion tranquille. Le premier se révèle tout aussi réceptif que le second, et à tout le moins apparaît-il tout aussi influençable. Mais ni le gouvernement ni l'opposition, ou les oppositions — singularité d'un pluriel — ne s'en doutent. Tant mieux. Tant mieux pour les hommes de radio. Ils bénéficient peut-être d'une liberté plus large que leurs camarades des plateaux et des sunlights envient quelquefois, dit-on.

Pour apprécier le bien fondé des deux petites phrases suivantes, je vous propose de franchir le décor et de passer en coulisses, de participer à l'aventure qui arrive au jeune journaliste engagé par l'O.R.T.F., la tête souvent pleine d'images et de principes très arrêtés.

On s'aperçoit alors combien ce qu'on dit et ce qu'on pense au sujet de la radio et de la télévision d'Etat depuis 1958 trahit une immense naïveté et une ignorance quasi totale. Je me souviens de la curiosité gourmande de cette dame qui, après avoir visité les studios du Journal Parlé, à la Maison de la Radio, sous la direction d'une hôtesse, demanda les yeux brillants : « Où se trouve donc le bureau de la censure, je voudrais bien le voir. » Je garde dans la mémoire cette lettre d'auditeur qui s'adressait directement à moi en m'écrivant : « Etes-vous cet homme plein de bon sens qui entretient des problèmes de l'heure le brave Français moyen qui va partir au travail ? Ou bien êtes-vous plutôt un des multiples rouages du subtil appareil de propagande installé depuis quelques années ? Etes-vous un pantin aux ordres du pouvoir ? Etes-vous de ces gens à la voix chaleureuse et à la phrase facile qui font ingurgiter n'importe quoi à la populace ? Etes-vous enfin ce joueur de flûte qui, en soufflant, viole les foules attentives ? » Je vous garantis l'authenticité de la citation.

Eh bien ! quitte à décevoir mon correspondant comme la visiteuse de la Maison de la Radio a été déçue sans doute, je dis qu'à l'O.R.T.F. il n'y a pas de censure ; il n'y a pas de contrôle ; il n'y a pas de consigne. Je sais bien qu'on imagine une organisation parfaitement huilée, remarquablement au point, toute entière dirigée vers un objectif précis : en un mot, un monstre de machiavélisme et d'efficacité, tempéré, il est vrai, par les inévitables incohérences administratives. Je sais

bien qu'on échaffaude des suppositions séduisantes sur un bataillon de journalistes « aux ordres » manœuvrant avec discipline au moindre commandement, et se limitant le plus souvent à donner des nouvelles ou à présenter des commentaires rédigés ou inspirés ailleurs. C'est peut-être dommage pour le confort de l'esprit, mais rien de tout cela n'est vrai. Au niveau du journaliste moyen, car j'ignore ce qui se passe dans les bureaux directoriaux, l'impression de liberté est complète. En ce sens, qu'on ne reçoit jamais un ordre, ou qu'on ne vous donne jamais un conseil. Les choses sont plus subtiles. C'est le règne du clair-obscur et du sous-entendu. Les impératifs les plus catégoriques, ceux que tout le monde respecte, échappent toujours à la formulation du langage en clair. Entre gens de bonne compagnie certaines conversations ne s'engagent point.

Certes, une telle atmosphère ne rend pas la tâche aisée au journaliste de la radio et de la télévision : C'est de son propre chef qu'il se sent petit à petit aliéné. On qualifie l'habitude de seconde nature. Pour les journalistes de l'O.R.T.F. — effectivement — le conformisme politique est une sorte de costume qu'on endosse en entrant, et qu'on abandonne dès la sortie.

Quelques règles de base sont à connaître pour comprendre le comportement des journalistes de l'Office. Elles entraînent des réflexes conditionnés. C'est ainsi qu'on termine toujours par les paroles du Ministre quand on doit citer les déclarations de plusieurs personnalités, soit de la majorité soit de l'opposition. En vertu de cette recette radiophonique qui se vérifie d'ailleurs régulièrement : les dernières lignes portant sur un sujet sont celles qui ont le plus de chance de demeurer dans l'oreille de l'auditeur et par conséquent de l'influencer au maximum. Et, vous l'avez remarqué, cher auditeur : on achève toujours un « papier » de politique française par une citation d'un leader de la majorité ou l'on met le point final à une revue de presse en citant « La Nation ». Le jeu se complique il s'affine et se pare de toutes les subtilités car le vent tourne quelquefois très vite, et le journaliste de l'O.R.T.F., inconsciemment, sans qu'on ait besoin de le lui dire, s'en rend compte et il réagit en conséquence. Parfois, des personnalités de la majorité sont moins « dans la ligne » que d'autres. Pareille mésaventure est survenue dernièrement à M. Giscard d'Estaing et à M. René Capitant. Le premier à cause de son « oui mais ». Le second en raison d'éditoriaux inquiétants qu'il avait écrits sur l'Article 16 et sur son éventuelle application.

On pourrait multiplier les exemples de cette prudence et cette volonté de ne pas contrarier les désirs que l'on prête au gouvernement. Il y a quelques jours, mourait le Maréchal Juin. Aurait-il ou non des obsèques nationales, chacun s'interrogeait, se souvenant de ses prises de position à l'égard de l'Algérie ? Le Général de Gaulle présiderait-il les cérémonies ? Le doute s'introduisit un instant dans l'esprit des rédacteurs en chef, et ce fut un moment de flottement pathétique. Les pages spéciales préparées pour rendre hommage à la mémoire du Maréchal faillirent ne pas être diffusées sans que le Ministère de l'Information, l'Hôtel Matignon ou l'Élysée y soient pour quelque chose. On serait bien surpris dans les Cabinets ministériels si on apprenait le genre des problèmes que se pose habituellement la Direction des journaux parlés et télévisés, soucieuse avant tout de n'être jamais prise à contrepied, préférant être en retard plutôt qu'en avance, de crainte d'avoir mal compris les buts du gouvernement, et de commettre un impair.

Le journaliste de la base se met à l'unisson, et il apprend rapidement la « manière ». Il n'éprouve aucune

difficulté (et voilà peut-être le plus grave) parce qu'il ne se sent jamais engagé par ce qu'il dit et par la façon dont il le dit. Il gagne sa vie en s'inclinant devant les tabous et les règles non écrites de l'Établissement. Et il a le sentiment très sincère qu'après tout il est libre puisque les limites qui lui sont assignées sont des limites qu'il s'impose volontairement. Dans les couloirs on entend souvent des hommes qui expriment des opinions politiques fort éloignées du gaullisme. Ces hommes entrent dans le studio, s'installent devant le micro ou les caméras et ils lisent un bulletin qu'ils ont eux-mêmes rédigé et qui est en contradiction totale avec ce qu'ils affirmaient quelques minutes auparavant. Ils n'en sont pas gênés. Personne n'en est gêné. Quand on se trouve à l'antenne, il est convenu une fois pour toutes qu'on adopte le fameux costume dont nous parlions tout à l'heure. Aucune malhonnêteté dans cette attitude. Aucun calcul. C'est ainsi, tout simplement.

Dans ces conditions pourquoi recruter des hommes aux idées politiques conformes à celles du gouvernement ? Les recommandations de leaders influents se font de plus en plus rares à l'O.R.T.F. parce qu'elles sont inutiles. La direction de l'Office les accueille très mal d'ailleurs. Elle aime à se donner une coloration technocratique. Pour elle, du moins elle le déclare, la compétence seule doit être retenue ainsi que le sens du service public, expression sujette évidemment à toutes les interprétations.

Il est nécessaire d'insister sur un point. Pour la plupart des collaborateurs de l'O.R.T.F. un abîme sépare le journaliste du citoyen. Si un renversement politique intervenait, le même travail continuerait sans problème de conscience particulier, mais en sens contraire.

Ces quelques aperçus sur la vie intérieure de l'O.R.T.F. ne doivent pas toutefois nous conduire à négliger les questions de fond. Les meilleurs auteurs se sont penchés sur elles, et je crois qu'ils ont chacun dans leurs archives, le statut idéal qui résoudrait d'un coup toutes les contradictions de la radio et de la télévision nationales, assurant la liberté et l'objectivité de l'information. Chez les journalistes de l'Office, ce genre de projet provoque le sourire lorsqu'il ne déclenche pas l'hilarité. Les anciens racontent à leurs jeunes collègues : « Vous n'avez rien vu. Avant, sous la IV<sup>e</sup> République, nous avions un livre des consignes et les Ministres nous téléphonaient sans cesse sur un ton commanditaire. » Faut-il donc convenir que les républicains se succèdent et que les méthodes se modernisent mais, à tout prendre, aujourd'hui elles sont plus agréables. Et rien n'est plus éloigné de l'atmosphère qui règne aux « informations » de la radio et de la télévision que le drame des consciences torturées.

En cette période de campagne électorale on accusera plus souvent que d'habitude encore l'O.R.T.F. de n'accorder qu'avec une parcimonie coupable quelques minutes ou quelques secondes à l'opposition et de mettre en évidence ceux qui sont d'accord avec les voix officielles. On l'accusera... et on n'aura pas conscience de l'ambiguïté de son statut de fait.

Cette ambiguïté se retrouve dans le train-train quotidien des journaux. Nous sommes un service national, un service public et il résulte de ce caractère certaines contraintes. Il faut admettre que certaines d'entre elles sont légitimes. Exemple classique : le Quai d'Orsay et les ambassades étrangères. Si un commentateur recourt, dans un problème de politique internationale, à une hypothèse séduisante, dictée par son goût de la spéculation, on pensera immédia-



tement, surtout si elle ne coïncide pas avec la thèse officielle, à un ballon d'essai, à une manœuvre tortueuse du gouvernement français.

Alors, les ambassades enverront dans leurs capitales respectives des rapports circonstanciés, et pour finir, le Quai d'Orsay, ulcéré, exigera des explications de la Direction générale. Cette éventualité, est-il besoin de le dire, suffit à calmer le zèle des journalistes. Et puis, le fait d'être employé par un service public transforme les journalistes eux-mêmes.

Nous ne sommes pas, en effet, des journalistes comme les autres. Nos questions, au cours d'une interview, doivent être posées de telle manière qu'elles ne sauraient mettre en péril un Ministre ni même un Chef de l'opposition. Car ce Ministre, et ce Chef de l'opposition, ne nous le pardonneraient guère. Ils seraient choqués, indignés, persuadés que l'Office est sorti du rôle d'information qui est le sien. La latitude d'action du journaliste de l'O.R.T.F. se trouve donc considérablement restreinte, il se voit empêché de faire son métier aussi librement qu'il l'entendrait, et de lui-même il s'impose une auto-censure, il modère son désir d'originalité. Paradoxe, mais les « face à face » ou les « entretien au coin du feu » l'illustrent à volonté. Quand l'O.R.T.F. veut paraître libérale, elle s'inscrit dans la logique de son système. Elle se dispense de la collaboration de ses employés et elle fait appel à nos confrères de la presse écrite.

J'ai utilisé le mot ambiguïté. La radio et la télévision constituent un service public, c'est-à-dire un organisme placé par définition au service de l'Etat et, au-delà, à la disposition de toute la nation. Seulement, comment opérer le partage ? Service public ou service de presse du gouvernement ? C'est ici, dans cette alternative, que se situe le vrai problème. L'option n'a jamais été tranchée, pas plus sous la IV<sup>e</sup> que sous la V<sup>e</sup> République. On peut parfaitement concevoir que le gouvernement ait à portée de la main pour se faire entendre quand il le juge bon un organisme équipé de tous les moyens audio-visuels, chargé de défendre et d'expliquer au jour le jour sa politique. Ce serait, après tout, légitime, et je pense qu'on ne pourra pas en éluder la nécessité. Encore faudrait-il l'annoncer clairement et prévenir avec honnêteté et franchise l'auditoire.

L'option n'est pas tranchée, mais sans que cela soit officiel, en définitive, les journalistes de l'Office se déguisent en attachés de presse du Gouvernement. Leur mission, en fait, est de vanter, peut-être avec discrétion, mais de vanter tout de même, un produit : la politique gouvernementale. Or, le métier d'attaché de presse n'a rien de commun avec celui de journaliste. Dans une Administration, et c'en est une, du type de l'O.R.T.F. le poids du gouvernement est si lourd qu'aucun texte juridique ne prévaudra ; du moins, dans un pays comme le nôtre où une solide tradition libérale n'équilibre pas le prestige du pouvoir. Les Britanniques proposent un exemple difficile à imiter.

Une information réservée. Des commentaires prudents. Un accès aux antennes inexistant pour l'opposition. L'absence de véritables confrontations. On a souvent dressé le catalogue des reproches. Il se justifie. Qui prétendrait le contraire ?

Doit-on pourtant se leurrer ? Plus qu'une politique concertée dans le secret, en haut lieu, plus qu'un statut et ses astuces juridiques, ce sont les responsables directs de l'Office qui demeurent la cause première de la timidité et du conformisme choquant de la radio et de la télévision officielles. Ils sont plus roya-

listes que le Roi, non par conviction, mais par complaisance.

François Goguel et Alfred Grosser ont décrit avec lucidité ce qu'éprouve celui qui vit quotidiennement à l'O.R.T.F. parce qu'il y gagne son salaire et qui sait encore regarder autour de lui sans se laisser duper ni sur soi ni sur ses voisins : « Même en l'absence d'une censure, d'un contrôle sur leur travail, beaucoup de journalistes et de commentateurs se sont si bien accoutumés à une certaine courtoisie qu'ils recherchent par l'autocensure et par l'infléchissement de leurs commentaires à plaire aux puissants du jour ». Et j'ajouterai : sans que les puissants du jour le leur réclament réellement. Nos deux auteurs continuent en insistant sur cette volonté d'aller dans le sens du plus grand nombre, de ne choquer personne, et ils remarquent que sur ce plan-là l'O.R.T.F. n'est pas dans une situation très différente de celle de la plupart des journaux.

Il est vain de demander aux détenteurs d'un moyen d'information de montrer beaucoup plus de vertu que les autres ! Puis ils s'interrogent : « la presse écrite offre-t-elle dans son ensemble l'information complète et courageuse dont elle déplore l'absence à l'O.R.T.F. ? ». Et la réponse n'est pas davantage favorable à la presse écrite qu'à la presse parlée...

Ce n'est pas consolant, me direz-vous ? et vous aurez raison. Mais pourquoi entretenir des illusions et jouer au vertueux ?

Avec ou sans statut « démocratique », avec ou sans majorité gaulliste, la radio et la télévision resteront ce qu'elles ont été depuis qu'elles existent. Question de structure ? Non pas. Problème d'hommes. Ce problème n'appartient pas en propre à l'O.R.T.F., pas plus qu'au journalisme. Le journaliste craint son rédacteur en chef qui tremble devant son directeur de l'information qui redoute la direction générale qui — elle — ne veut à aucun prix d'ennuis avec le gouvernement pour des motifs évidents. Le mécanisme lancé, l'engrenage logique fonctionne très bien, et il fonctionnera longtemps.

Les carences des journaux parlés et télévisés sautent aux yeux d'une manière plus criante qu'autrefois. « Autrefois » signifiant : avant 1958. On aurait cependant tort d'accuser une politique, un personnel gouvernemental, et le dessein du Général de Gaulle. L'aggravation découle de la stabilité de l'équipe au pouvoir. Sous la IV<sup>e</sup> République, la faveur changeait si vite que l'opinion n'avait guère le temps de s'irriter. Le mot opposition avait perdu son sens, comme celui de majorité. Il en va maintenant tout autrement, et il y a de fortes chances pour qu'il en aille de même dans l'avenir. L'occasion est donc venue. Sachons en profiter. Posons résolument la question, et efforçons-nous de la résoudre. Elle porte un nom : le monopole public. Un monopole déjà entamé pour la radio, encore entier pour la télévision. En réalité, le pluralisme n'est-il pas la meilleure solution dans le domaine de l'information comme dans les autres secteurs de la vie nationale, malgré les risques certains qu'il comporte.

Pluralisme signifie ici essentiellement refus du monopole de diffusion de l'information par la radio et la télévision, ce qui entraînerait une confrontation permanente entre chaînes nationales et chaînes indépendantes. Il faut donner aux auditeurs et aux téléspectateurs la faculté de choix entre postes d'Etat et postes privés. Le pluralisme procède de la pluralité des sources.

\*\*\*

# ABECEDAIRE 1966

## OU ÉVOCATION DE L'IMAGINAIRE DES FRANÇAIS

par René PUCHEU

Quand vient Noël, les Etablissements Nicolas, marchand de vins, d'ample réputation, éditent un catalogue extraordinaire consacré aux « prestigieuses bouteilles » qu'ils tiennent à la disposition de leur très aimable clientèle.

En le feuilletant, voilà quelques semaines, je me suis mis à songer. Je n'ai pas rêvé des dives bouteilles, mais d'autres contenants moins succulents mais non moins attrayants. Or, donc, je me suis laissé aller à imaginer l'intérêt que présenterait un livret dans lequel l'Académie française — ou quelque autre académie, j'y consens — présenterait les *mots prestigieux* de l'année écoulée.

Il ne s'agirait, évidemment pas de l'inventaire des *mots historiques* qui ne sont le plus souvent que boutades d'Importants. Il s'agirait des mots et des noms qui ont eu les honneurs et la gloire de la conversation quotidienne dans les marchés et supermarchés, dans les bureaux, les usines et sur les bancs publics, dans les salons, les salles de séjour et les cuisines, au fil des jours et des soirées. « Sur l'eau presque stagnante de la vie quotidienne, il y eut des mirages, des rides phosphorescentes » a écrit quelque part, Henri Lefebvre. Il conviendrait de recueillir ces mirages, ces rides phosphorescentes : les *mots prestigieux*.

Assurément, si cette idée fantasque m'est venue, ce n'est pas en vertu du plus gratuit des hasards. C'est un fait, il est beaucoup question des mots ces temps-ci et les penseurs les plus résolus s'attachent à mettre les mots en question. Plus on avance, plus on s'aperçoit que ces petits êtres très ordinaires sont, en fait, très extraordinaires. C'est pourquoi il n'est bruit que de linguistique, chez les philosophes.

Il ne m'échappe pas que l'on m'objectera que les mots dont je souhaite la recollection sont, pour la plupart, les mots les plus creux. Je ne le nie point du tout. La fonction des *mots prestigieux* est de ne rien dire de rien. Ils servent à dire des riens ; c'est fort utile quand on se trouve fortuitement et que l'on a envie de parler sans se rencontrer ; de bavarder en se gardant de dialoguer ; c'est si fatigant le dialogue que l'homme ne peut se lancer dans pareille aventure qu'à des « moments exceptionnels ». La vie en société repose, ainsi, sur l'art de parler pour ne rien dire. Or, dire rien de rien tout en parlant, n'est pas aussi facile qu'on le croit. Il y faut une espèce de génie car on a beau faire et beau dire : la pluie et le beau temps, « les mariages parisiens » ou non, les enterre-

ments, on ne peut s'y attarder à l'infini. Par bonheur il y a ces fameux *mots prestigieux*, dont la publicité, les journaux, la radio, la télévision, sont l'inépuisable source. Nous avons bien de la chance de vivre en ce monde aujourd'hui car de ce point de vue-là nous sommes bien pourvus.

Cependant, ce que je voudrais faire observer, c'est qu'il faut se méfier. Aucun mot n'est totalement creux. Les mots disent toujours quelque chose. Il ne faut jurer de rien. Les *mots prestigieux* ne disent rien des êtres qui les emploient ; ils sont les jeux des personnes qui en eux ne sont pas enjeu. Mais, je suis à peu près convaincu qu'ils véhiculent quelque vibration de l'âme collective. C'est elle qui à travers eux s'exprime en se masquant. Même les *mots prestigieux* ne sont pas innocents.

Ils valent la peine qu'on les recueille. Pour sûr il ne faut pas les traiter n'importe comment. Il faut se garder de trois tentations : d'abord des attendrissements « des philosophes et des humanistes sentimentaux pour « magnifier » les gestes humbles » ; ensuite de « l'ironie prétendument supérieure qui déprécie la vie et n'y voit que l'envers du décor et le côté bouffon de la tragédie » ; enfin du sérieux sociologique qui excelle « à donner de la consistance au toc ». Mais, rassemblés sans pitié, sans colère et sans esprit de système, ces mots livrent un aspect des hommes, des femmes, de leurs rêves aux heures creuses, de leur vie quotidienne dans le quotidien. Peut-être ne livrent-ils que ce que Nietzsche appelait « le bariolage de l'homme moderne ». Mais on ne peut négliger le bariolage si l'on veut approcher les hommes et les femmes qui vivent, que nous côtoyons, que nous croisons, que nous bousculons et qui nous bousculent.

Ayant, ainsi, rêvé d'un inexistant catalogue, nous avons continué à rêver, à imaginer ce qu'eut été sa livraison en 1966. Après avoir réchauffé quelques souvenirs de bavardages et d'émissions de radio ou de télévision, après avoir feuilleté superficiellement quelques collections de journaux à grand tirage, nous sommes livrés au fil de l'alphabet — peut-il y avoir meilleur fil pour enfileur des mots ? — afin de tenter une exploration sur le mode évocatoire, de la réalité la plus extraordinaire dans laquelle nous nous mouvons ; l'imaginaire quotidien des Français et des Françaises ; notre imaginaire quotidien ; pour être nuancé : l'imaginaire quotidien de la plupart d'entre nous.

A

UNE AVENTURE D' Astérix LE GAWLOIS  
Astérix CHEZ LES  
BRETONS  
dessins de UDERZO Texte de GOSCINNY

A tout seigneur, tout honneur. Commençons par A. C'est la lettre première. C'est aussi une lettre bruisante d'idées et de mythes. C'est avec A que l'on dit amendement (Vallon), aliénation — dont on se demande s'il faut en finir avec elle (cf « Esprit » mai 1966) — aérotrain, Anquetil, Adamo, Aznavour, Antoine. C'est enfin avec A que les Français et les Françaises désignent :

— leur plus grande peur : les accidents, les accidents du week-end, les accidents de vacances ; bref la forme moderne de la fatalité antique ;

— leur plus fol espoir : les autoroutes dont la faible longueur tourne à l'humiliation nationale ;

— leur plus grand mythe : Astérix. Astérix n'est pas né en 1966, certes. Mais Astérix a connu la gloire cette année. Peut-on être Français, désormais sans s'adonner à Astérix ? Non, assurément. On doit même dire davantage : on ne peut plus être, important en France, en ignorant Astérix. Dans les salons, dans les antichambres directoriales pour faire montre d'intelligence il faut astérisquer, « Astérisquer » est du meilleur ton. Il faut savoir laisser tomber du coin des lèvres ;

et à propos, quelques : « Ils sont fous, ces Bretons ! », « Ils sont fous, ces Romains ! ». On savait depuis longtemps qu'il n'y avait plus d'enfants. Mais s'il n'y a plus d'enfants, c'est peut-être parce qu'il n'y a plus d'adultes. Le règne de la bande dessinée ne fait que commencer, la voilà promue genre littéraire. On savait, également, que les Français se font une certaine idée d'eux-mêmes : ils sont les plus malins. On sait maintenant qu'elle est immuable.

Et, bien entendu, en 1966, on a parlé et rêvé d'Amour...

B

Avec B on a dit beaucoup de choses en 1966. On a dit : Bardot qui parla des « chiens et des hommes », Bédard qui a mis Beethoven en ballet, Brassens au TNP, Brel qui a fait d'inoubliables adieux, Bresson et Balthazar, J.P. Beltoise, Badges, Barbara, Beatles.

On a dit aussi :

*Ben Barka.* Les journaux ne lésinèrent point les informations pour présenter « l'affaire » Ben Barka « sous le jour le plus cru » ; malgré tout, la disparition et le procès Ben Barka ne devinrent pas l'Affaire. Pour la majorité de l'opinion, cela fut un extraordinaire roman policier qui offrait deux avantages sur les véritables : d'abord, en celui-ci la réalité dépassait la fiction, ensuite toutes les polices apparaissaient à la fois bêtes et méchantes. C'est une situation que les Français apprécient.

*Breton.* André Breton, il mourut cette année. On en parla peu dans la rue. Mais d'aucuns relurent ses Manifestes. Breton demeure puisqu'il continue à défier : « Il fallut que Colomb partit avec des fous pour découvrir l'Amérique. Et voyez, cette folie a pris corps et durée ».

*Bac.* Chaque année il soulève des tempêtes. L'an passé ce ne furent pas celles des fuites ni des erreurs mais on se demanda si « le nouveau bac » n'était pas un « massacre de candidats ». D'aucuns le nièrent. D'autres rappelèrent qu'il n'existait pas encore un « droit de bac ». Ces passions ont de nombreuses sources. Probablement le bac est à la société moderne ce que les grandes cérémonies initiatiques de la jeunesse étaient aux sociétés sauvages. Le bac est un mythe.

C

Par C commence Concile, Dieu sait si l'on en a parlé ! Point de sermon désormais sans référence conciliaire. Par C commencent aussi Casamayor, Cathares, Couderc (Roger), le grand-prêtre du rugby, Cardin, Centrisme, Contraception, Concorde.

Mais surtout C est une lettre turbulente. Elle introduit la révolution. C'est la majuscule de Chine. Et en France, en 1966 c'est avec C que l'on dit cheveux

longs. Les pères de familles regardent avec inquiétude le crâne de leur progéniture mâle. Les psychologues s'interrogent : est-ce le symptôme de la dévirilisation ? Est-ce la marche vers l'androgynie ? M. Pierre Gaxotte demeure plus serein. Les chevelures opulentes lui font penser à Clovis. Il n'y a donc pas de quoi s'affoler. Sachons raison garder. Après tout peut-être que la *jeunesse n'a-t-elle les cheveux longs que parce que ses aînés les portent courts...*

Quant aux esprits sérieux — il y en a toujours — ils se préoccupent du devenir de la *culture d'élite* et de l'avenir de la *Culture de masse*. Parfois ils se demandèrent même : *Peut-on être chrétiens aujourd'hui ?*

## D

D est une lettre immodeste. La discrétion lui est en horreur. Elle aime faire montre d'elle-même puisqu'elle est la lettre de la particule. Sa carrière au fil de l'an, n'a pas été contraire à ce caractère. Avec *de Gaulle* et *Debré* elle a constitué le Pouvoir. Hors de la politique elle n'a pas moins tenu l'affiche. *Jacques Dutronc*, *Michel Delpech* l'ont diffusée. Elle a même connu un succès quelque peu paradoxal.

D'une part avec une princesse de *Danemark* élisant comme Prince charmant *Henri de Montpezat* elle a fait resplendir sur le cœur des Français et des Françaises une nouvelle idylle princière. Les Français raffolent de sang bleu et quand le Prince est français, la République se doit de pavoiser.

D'autre part, pendant plusieurs mois on s'est demandé si autour du jeune *David* (Hallyday), le pire, c'est-à-dire le *divorce*, n'allait pas surgir. La presse, comme à l'accoutumée, a donné à tour de bras. Les psychologues faisant désormais partout la loi, on les a vus se précipiter à l'assaut de *Johnny* et de *Sylvie* pour les interviewer. Afin que la mésentente ne soit pas stérile, ce fut un bel exemple de productivité. Les deux époux échangèrent des flèches en chansons. Puis un jour la concorde revint. Elle lui demanda de « la garder dans sa poche ». Il se mit à rêver qu'il pourrait être charpentier, et qu'elle pourrait s'appeler *Marie*, pas moins que cela. Quant au bon peuple, il ne peut que se demander si la comédie était sincère ou si elle n'était qu'une super-production. En fait, le bon peuple incline vers cette seconde hypothèse. Pourtant comme ce mystère-là lui donne un inépuisable sujet de conversation, il est ravi de n'en savoir pas davantage.

Enfin sur les couvertures du « *Times* » et de « *Candide* » parut une question fracassante : *Dieu existe-t-il ?* et ô comble de l'audace un humoriste célèbre écrivit une « *Lettre ouverte à Dieu* ».

## E

Quand on articule E, on pense à l'*Espagne*. Précisément *M. Franco* s'est donné des allures démocratiques, mais ce n'est pas *M. Franco* qui intéresse les Français en Espagne, c'est le soleil. On pense, évidemment, à l'*Europe*, par-dessus tout.

Cependant pour en rester à l'hexagone, félicitons le E d'avoir été promu à tous les échos. Que le *Petit Echo de la Mode* soit devenu l'*Echo de la Mode*, n'est pas en effet négligeable. Après tout, cela signifie, peut-être, qu'en France le culte du *petit* a pris fin.

Et puis l'E s'est livré à des espiègleries fracassantes. Nul ne parlait plus d'*élucubrer*. Enfin *Antoine* vint et toute la France se mit à *élucubrer*. Pour une fois que ce n'est pas de l'*Elysée* que vient la résurrection d'un verbe, saluons celui qui la provoqua. Saluons *Antoine* dont nul ne sait s'il est un génie ou un canular. Mais *Antoine* comble d'aise les bonnes familles françaises car, quoi qu'il en soit, cette idole est centralienne et ceci rachète cela.

## F

F est une consonne redoutable. N'est-elle pas celle de *Finances* — on en parla autant que toujours — N'est-ce pas aussi celle de *Faim* ? Dont on parla tant que je me demande parfois si ce mot tragique n'a pas épuisé son potentiel révolutionnaire pour devenir l'alibi de la bonne conscience des sociétés abondantes. N'est-ce pas également par F, que commence le mot *Femme*. Or, désormais, les femmes ne veulent pas être en reste, elles tiennent absolument à être promues, reconnues, etc. La réforme des régimes matrimoniaux élargit leurs pouvoirs juridiques, mais elles ne s'en tiendront pas là. Unanimes dans leur volonté de n'être plus une *colonie* de l'homme, elles sont divisées sur les chemins de la décolonisation. Les unes croient que « *le jour de gloire est arrivé et la liberté et l'égalité parce qu'il y a la mini-jupe et la pilule et que sous la casquette on distingue mal la fille du garçon* ». Les autres estiment qu'il ne suffit pas d'être « *des ophélie bottées haut, aux cuisses nues, ou des garçonnnes aux cheveux ras* ». Si l'on en croit un hebdomadaire, il existerait déjà des « *sur-femmes* ».

Mais en vérité, cet F a été bien insatiable cette année. Il a fait irruption dans la philosophie puisque *M. Michel Foucault*, *les Mots* et *les Choses*, se sont avancés revendiquant rien moins que l'héritage de *Jean-Paul Sartre* dont, pour le coup, tous les spiritualistes ou quasiment, prennent la défense. Il a aussi surgi par le ministère de la *Fédération*. Heureusement que cette lettre F si batailleuse et méchante a aussi son havre de tranquillité à l'ombre de la plume d'oie du *Figaro* qui, mondainement, a célébré son centenaire. Quand une gazette a atteint cent ans, elle cesse presque d'être un journal pour devenir une institution. Aussi bien le *Figaro* se prend pour une institution. *M. Jacques De Lacretelle* n'a-t-il pas affirmé

---

fièrement que « l'âme du Figaro se fond avec celle de la France »... Les festivités données à cette occasion par «le Figaro» furent fastueuses. On fut frappé que Françoise Hardy y parut en smoking. Mais peut-être ce menu fait est-il significatif; une gazette centenaire en a vu d'autres, elle sait habilement intégrer et admettre. D'ailleurs, c'est bien connu, depuis H. de Villemessant on pense, au « Figaro », que tout peut être dit et admis pourvu que la forme soit sauvegardée.

---

## G

Avec G on a dit — avec un certain sourire — *Gunther Sachs*; avec ravissement car chacun aspire à y aller prendre qui le soleil, qui l'air antique, la Grèce; avec espoir quand on se sent de gauche, *Grenoble*; avec enthousiasme, quand on trouve que le rugby c'est terrible, *Gachassin*. On a dit aussi *Gréco* (au TNP), *Greco* (avec Michel Piccoli).

On a dit encore *Gemini*. L'année s'était ouverte sur l'évocation du premier *face à face de l'espace* (« Paris-Match » 1-1-66). Ensuite, ce fut une fantastique litanie : *Gemini VIII*, *Gemini IX*, *Gemini X*, *Gemini XI*, *Gemini XII*. Le programme épuisé on apprit tout tranquillement que le projet Apollo allait, bientôt, démarrer, le grand moment approche, on dit déjà que le premier alunissage sera télévisé en direct. Le plus extraordinaire ce n'est pas que les Gemini aient réussi, c'est que personne ne trouve plus extraordinaire qu'elles aient réussi. L'homme découvrira-t-il la Lune dans l'indifférence généralisée? Quand l'homme alunira, la Lune ne sera plus pour lui, qu'un *Gadget*...

On a dit *Galia* et cette grande fille ultra-moderne que jouait brillamment *Mireille Darc* a suscité les petites *Galia nouveau type de femme pour qui l'homme seigneur et maître n'existe plus... qui font carrière... pour qui le mariage passe au deuxième plan*.

Enfin en 1966 autant que jamais on s'est demandé : l'avenir est-il aux *Grands Ensembles*?

---

## H

H est en décadence. Naguère, très souvent, cette lettre avait place au fronton des palais des rois. Initiale monarchique elle y trônait solennelle et majestueuse. Les sceaux sont brisés.

En 1966, avec H on a dit *Hemming*. C'était le nom du « *Beatnick des cimes* », ce « *merveilleux alpiniste dégingandé qui sauva au mois d'août dernier deux alpinistes allemands bloqués dans la montagne* » et qui

à l'issue de « *l'héroïque sauvetage du Dru* » échoua dans un commissariat parce que, tel un vulgaire *Roméo*, il escalada le mur de Marie-Claude.

Du coup les « *Beatnicks* » ont fait problème. On s'est demandé : qui est *Beatnick*, peut-on être *Beatnick*? Faut-il proscrire les *Beatnicks*? Cette forme de bohème est-elle cocasserie pure, symptôme de la décadence des mœurs, ou bien sous ce surgissement brutal de l'élémentaire point-il la conscience que la civilisation technique est trop étroite pour que l'homme de demain s'y taille une place sans craquements? Les *Beatnicks* ont-ils un sens?

On a dit aussi *Happening*. Le *happening* hante les hommes de théâtre. Ici, encore tout se passe comme si l'organisation croissante secrétait son antidote et accusait à rêver de théâtre spontané, comme si dans la société spécialisée le créateur désirait se fondre et se confondre dans la foule.

---

## I

Avec I on a dit — avec enthousiasme car « *l'impossible a été réalisé, Dostoievsky a fait sa véritable rentrée au théâtre et ce fut sur la scène d'un petit théâtre démodé* » (place Dancourt « *Esprit* », mars 66) — *l'Idiot*. On a dit encore — avec autant de transports car c'était la première fois dans le monde qu'une femme... — *Indira Gandhi*.

Plus légèrement on a chanté *Inch Allah*.

Malgré tout cette voyelle est agaçante. Elle a toujours eu un air autoritaire avec son point sur elle-même. Elle a même été terrorisante puisque par elle on disait autrefois inquisition, inquisiteur. Or, elle continue à être tyrannique, puisqu'elle décrète que ceux et celles qui ne sont pas *in* sont *out*. Assurément quelques-uns protestent, *Henri Lefebvre* qualifie la manœuvre de « *terrorisme de la modernité* »; *Jacques Maritain*, le *Paysan de la Garonne* ironise : « *Etre dépassé, c'est le schéol. Est-ce qu'un auteur dépassé a pu dire quelque chose de vrai? Après tout ce n'est pas inconcevable; mais ça ne compte pas, parce qu'étant dépassé, ce qu'il a dit n'existe plus.* » Il n'empêche que chaque jour, à chaque minute gazettes, micros, films et photos, nous assiégent et vocifèrent ou suggèrent : soyez *in*, ne soyez pas *out*. L'essentiel n'est pas d'être *soi* mais d'être *comme*. Il faudra bien quelque jour mettre le point final à cette inquisition ressuscitée. Mais est-il une société sans inquisition instituée ou larvée?

---

## J

Avec J on a dit sans entrain *Johnson*. On a crié une dernière fois : *Jazy, Jazy* ; on a chanté avec et contre *Johnny*.

On a aussi célébré la prodigieuse réussite de *Julie Christie* « *Il y a trois ans elle couchait dans une soupenne, sur un matelas pneumatique.* » En 1966 elle a eu deux couvertures de « *Marie-Claire* », une couverture d'« *Elle* », une couverture de « *Paris-Match* », notamment. On se pâme sur « *la nouvelle Garbo* », sur la grande star, anti star, qui dit : « *J'aime ceux qui me trouvent laide* ». Le langage publicitaire, on le sait, a épuisé les superlatifs. Pour frapper et frapper fort, il n'y a plus qu'une ressource, cultiver le négatif.

On a enfin avec J dit *Jeune*. On l'a toujours dit car « *il y a eu des jeunes de tout temps* ». Cependant « *jamais non plus la jeunesse n'avait représenté un tel pourcentage de la population et jamais, sans doute, autant de jeunes ne se sont sentis isolés, délaissés, bousculés* ». De plus, jamais, on avait ressenti si fortement « *l'angoisse de l'âge* » et imaginé que « *le déclin physique sexuel, intellectuel, commence dès 25 ans* ». Du coup, d'aucuns ont crié « *Place aux jeunes* » et d'autres se sont demandés que faire des « *cadres humiliés* ». Du coup, aussi, on a prétendu que « *les adultes sont une race étrangère que les jeunes méprisent* », on a écrit sur « *la nouvelle rivalité* » des « *filles contre les mères* », « *jamais elles n'ont été aussi proches et aussi loin les unes des autres* » sur les « *rapports des mères et de leurs fils* », etc. On s'est inquiété : « *Jeunes, avez-vous une morale ?* » On a scruté les jeunes au cinéma : « *Masculin-Féminin* » ; « *Les cœurs verts* », etc.

De fait, au delà du classique conflit de générations ne point-il pas un des futurs et inexpiables conflits de la société humaine : la lutte des classes d'âge ?

## K

Avec K on a dit *Kossyguine à Paris*, en attendant d'y voir *Kiessinger*, mais on n'y verra pas *Ky* de si tôt ! On a énormément écrit sur le mystère *Kennedy*, sans que l'on ait élucidé les causes de la popularité de *J.F. Kennedy* en France ; il serait, pourtant, bien intéressant de les élucider, gageons qu'elle est due au fait que les Nouveaux Messieurs de l'Administration et des Affaires — les nouvelles catégories dirigeantes — s'identifiaient à son style.

Avec K, on a vu la France à l'honneur : le professeur *Kassler* a eu le prix Nobel ; les Français ont été sensibles à sa simplicité, car *face à la gloire il s'est contenté d'ajuster sa cravate* ; de recevoir ses collègues en pantoufles et de déclarer : « *Cette gloire je la dois à ma femme et à mon équipe* ».

Sous d'autres cieux, à Portillo, *Jean-Claude Killy*, véritable sorcier du ski, a fait hisser les couleurs françaises au mât de la victoire.

## L

Bien sûr avec L on a dit *Lecanuet*. On a dit encore *Lacan* — peut-on être *lacanien* ? — doit-on être *lacanien* ? La querelle sur ce sujet a battu et bat son plein. On a dit aussi *Lune* et on l'a même vue de près, de 45 kilomètres seulement, en s'écriant *la Lune c'est ça* (« *France-Soir* »). On a dit enfin *Guy Lux*, car *Guy Lux ne chôme pas*, une émission n'attend pas l'autre.

Mais surtout quotidiennement on s'est soucié de garder la ligne, de retrouver la ligne, de ne pas perdre la ligne. On s'en est préoccupé d'autant plus que la ligne tend vers la filiforme. Les femmes fondent ! Où va-t-on ?

Faute d'arriver à exister « autrement », on chercha à exister « ailleurs » au fil des *loisirs* ou même selon les caprices du *LSD*.

## M

Le M est mythiquement luxuriant. C'est normal c'est avec M que l'on dit *magie*. En politique il a été chargé. On a dit *Mao*, où en est-il ? où va-t-il ? On a dit : *Mitterrand et Mollet* et aussi *Missoffe* et son livre blanc, et encore *Mendès-France*. Par ailleurs le M ne fut pas moins actif, on a discuté passionnément sur certains *Mémoires de votre temps*, et l'on a débattu si *Charles Moran* avait le droit de dévoiler le visage intime de *Churchill*. La *Mercédès* a porté à rêver car

---

le prestige passe, désormais, par la Mercedes. Et puis on a dit *Enrico Macias, Mireille Darc, Mosconi*. On a inventé *Minet*, etc.

Surtout, sur toutes les ondes, sur toutes les unes on a entendu et vu *Mireille Mathieu*, la révélation de l'année, 1 m 50, 45 kg, chaussant du 34 et demi. Le phénomène Mireille Mathieu est des plus simples : il était une fois des producteurs qui se trouvèrent en « rupture de stock » comme on dit dans le commerce ; ils n'avaient plus en rayon « cette nécessité : la chanteuse populaire » à la manière Piaf. Précipitamment ils en fabriquèrent une. Elle chante c'est le principal. Elle a une belle voix, j'y consens. Mais concédez-le moi : le produit sent l'ersatz. Au fait Mireille Mathieu existe-t-elle ? Je n'en suis pas du tout assuré. Existera-t-elle ? Je n'en sais rien. Tout ce que je sais, c'est que le star-system ça existe et quand je vois Mireille Mathieu je me demande si le star-system n'est pas la foire aux esclaves modernes. Quoi qu'il en soit, Mireille Mathieu est bien utile. Elle est irremplaçable pour remplacer une conversation qui se meurt. On dit Mireille Mathieu est-elle une nouvelle Piaf ? La conversation repart, c'est là le principal.

Enfin le M a envahi, déferlé sur le langage grâce à cet adjectif superlatif : *Mini*. Tout commença par les *mini-jupes*. Les uns parlèrent de « *l'irrésistible ascension des mini-jupes* ». Les autres dirent « *halte à la hausse* ». On se demanda longtemps si elles franchiraient la Manche et si elles oseraient descendre dans la rue. Assurément, et l'URSS prit même peur, elle faillit ne pas les arrêter aux frontières, dit-on. Mais les mini-jupes sont-elles légion ? On en débat souvent et parce que voilà encore un bon débat-passe-temps, je me garderai de le trancher. Il reste que tout devient *mini*, il y a eu le mini-stylo, la mini-valise, la mini-

émission, la mini-voiture, etc. Le règne du petit n'a fini que pour être remplacé par celui du *Mini*.

Ce n'est pas une simple mode de langage. En fait, l'homme sent davantage sa puissance quand il la miniaturise ; alors elle ne l'écrase pas ; il en joue ou croit en jouer. C'est pourquoi l'évolution va vers la miniaturisation, de celle de la bombe atomique à celle du train électrique-jouet. Et l'homme même n'y passera-t-il pas tout entier ?

---

**N**

N est une lettre discrète. Le Petit Larousse ne lui consacre que 23 pages contre 69 à M. C'est aussi la lettre qui sert, en édition, à désigner sans nommer.

En politique il n'y eu pas de référendum ; on ne put, donc jouer du *non*. On dit ainsi, N pour désigner des événements externes : *N'Khruma* ; le *problème noir* aux Etats-Unis ; existe-t-il un *néo-nazisme* en Allemagne ?

On dit aussi *navigation* de plaisance. Les Français deviennent marins. On dit surtout *nouveau*, et quand on dit nouveau de quelque chose on a tout dit de cette chose... Est-ce nouveau ?

---

**O**

Dans le monde actuel O est une lettre très importante puisqu'avec elle on dit *organisation*. Précisément en 1966 on a discuté et rediscuté sur l'OTAN. A cette circonstance s'en ajoute une autre ; c'est avec O que l'on dit *œcuménisme*.

En revanche, mythologiquement parlant, O est modeste. Bien sûr, les esprits cultivés ont beaucoup parlé d'*Oublier Palerme*. Les autres n'ont eu que *ouah ! ouah !* le dernier protégé de B.B. Mais restons-en là, s'il vous plaît. Je n'en dirai pas davantage. *Ohé hein bon !* (rengaine fort chantée au long de l'été 1966).

---

**P**

Parlons de P. Avec cette consonne on a dit beaucoup de choses. On a dit *Pnom-Penh*. On a dit aussi *Pompidou* et *pompidolisme*. On a mythifié sur la *pilule par-ci, la pilule par-là*. Quand vint le *printemps*, les Fran-

En 1966, comme depuis longtemps, cette déconcertante consonne a servi à dire *Quatorze Juillet*. Mais l'esprit du Quatorze juillet se perd. Au lieu de célébrer la chute de la Bastille, les journaux célébrèrent ce jour-là le mariage de B.B. Signe des temps ?

On a dit aussi *Mary Quant*, créatrice de la mini-jupe. Le Londres de Mary Quant est au comble du prestige, il devient lieu de pèlerinage, car désormais « *la Gare du Nord, à chaque week-end, est devenue un univers étrange où des dandies à cheveux longs, en costumes de velours mauve ou bleu pastel... attendent le départ du ferry-boat* ».

## R

R voici une lettre riche. Avec elle on dit *rose*, et les roses demeurent pour notre joie. *Roi, Reine*, les Français aiment jaser de ceux et celles des autres : de la *reine de Grèce* qui « *élève son enfant* », de la malheureuse *reine de Belgique* qui n'en a pas, de *Béatrix*, future reine de Hollande qui « *a gagné son bonheur* » difficilement. Et aussi *Rome, République, Révolution, Réaction, Religion*. C'est dire que quelques-uns de ces R ont déchainé bien des passions et des guerres, autrefois.

En 1966, on a évidemment employé ces mots fameux. Cependant le climat n'est plus celui de naguère. On n'est pas parvenu à convaincre la majorité des citoyens que la République était en danger ou même que la réaction était menaçante. La Révolution semblait battre de l'aile quand a éclaté la *révolution culturelle* en Chine. Nul n'a très bien compris pourquoi Mao « *jétait les intellectuels au fumier* » et tous se demandent si cette crise de la Révolution demeurera une péripétie ou prendra les proportions d'un événement. En tout cas une chose est apparue : que l'on n'avait point les véritables clefs pour la Chine.

Quant à la *Religion*, elle suscite moins de crainte et plus de curiosité inquiète. Certes, elle a fait quelque peur quand partout il ne fut plus question que de la *Religieuse*. Mais l'affaire n'était qu'un accident, un combat d'arrière-garde. elle requit les gazettiers non l'opinion. L'inquiétude religieuse divise les hommes de religion eux-mêmes. D'aucuns se demandent si *Rome s'est convertie*, d'autres si *Rome trahit* ; d'aucuns geignent qu'on leur change leur religion, d'autres cherchent une foi sans religion. La religion est à un tournant, chacun le sait. Mais la religion ne tourmente plus seulement les croyants. Elle tourmente les incroyants. Elle descend dans la rue. On a lu, à tous les vents : « *Dieu existe-t-il ?* » La religion est une question d'avenir.

Outre de révolution et de religion, on a parlé de *rugby* — ce sport qui correspond aux jeux pacifiques du cirque, enthousiasme les Français — des émissions du *Président Rosko*.

çais crurent qu'ils allaient avoir une nouvelle capitale. Par toutes les rucs, dans tous les journaux, on fit célébrer « *Paris 2* » ; on dit : « *c'est un art de vivre unique au monde... Une ville de loisirs sur le plus beau parc du monde...* » Une étape « *vers le luxe intégral* ». Puis *Paris 2* se transforma en *Parly* ; on en parla moins. On a raté un film : « *Paris brûle-t-il ?* ».

Mais P a été une lettre étrange. Elle a véhiculé des mythes tranquillisans et des mythes inquiétants. Elle a eu comme une double lignée. Avec P on a dit *Pétain*. « *Paris-Match* » lui a consacré trois couvertures. Pétain demeure donc un mythe. On a dit aussi *Les Paravents* et *Pablo Picasso*. Les abécédaires offrent d'étranges hasards.

Ces deux noms *Les Paravents* et *Picasso* qui désignent les deux événements majeurs de l'année dans l'ordre culturel et artistique, sont évocateurs de cette fascinante et formidable quête de l'homme contemporain qui, avec frénésie, avec rage, cherche à se retrouver, à s'atteindre par-delà les masques, les paravents, de tous ordres, par-delà même ce visage que la nature lui a dessiné ou que Dieu lui a sculpté.

Face à cette agression contre les idées et les sentiments reçus, quelques Français se sont indignés ou se sont moqués. Pourtant, hors Sennep, les Français ne parlent plus de *Picasso* à la manière d'antan. Picasso et son art de dislocation suscitent la curiosité. On veut comprendre ; on n'exclut plus. Il en sera bientôt de même de Jean Genêt. Cette société est étrange : tout peut y être dit et fait. Le scandale n'est plus possible ; c'est une société troublée.

## Q



---

## S

S est la lettre du choix suprême : la *sainteté* ou *Satan*. Bref, la lettre des sommets dans le bien ou le mal. C'est en S qu'en 1966 les Français ont conjugué leurs quêtes les plus profondes :

— au cœur de la quête morale a été — et demeure — le *sex*. On a dit : *Révolution sexuelle, Sexe et morale, Cent ans d'escalade sexuelle, la Russie sexy, Sex made in USA, Le mystère play boy*. Et aussi *l'invasion du sadisme; Sade ne sent plus le soufre, on l'a pasteurisé*. Ces titres traduisent un trouble profond : l'érotisme a envahi les kiosques à journaux ; quand on parcourt les rayons de librairies catholiques, on est surpris de la part occupée par les ouvrages sur la sexualité. Quelque chose d'important est en cours. Les mots ne trompent pas ;

— au carrefour de la quête philosophique est, aujourd'hui le *structuralisme*. Mais le structuralisme existe-t-il ou n'existe-t-il que des structuralistes ? On en a fort discuté et colloqué chez les intellectuels en analysant Lacan, Lévi-Strauss et Michel Foucault ;

— à la pointe de la jeunesse se situe le *situationisme* et à la pointe du situationisme *Strasbourg*.

Enfin le *surréalisme* renaît-il ?

Aucune lettre n'est plus tourmentée et tourmentante que le S. Toutefois on l'a souvent utilisée plus légèrement. On a dit ainsi beaucoup *Sylvie*, un peu *Sheila*. On a enfin célébré les *Sportifs* légionnaires d'honneur, voilà bien la véritable révolution : le sport devient une institution honorée.

---

## T

Il y a une décennie on ne pouvait dire T sans *Tiers-Monde*. L'histoire est passée par là ; le Tiers-Monde a volé en éclats. Avec T, on a dit surtout : *technocrate* ; on l'a dit en particulier pour qualifier le nouvel archevêque de Paris, Mgr Veuillot que d'aucuns ont classé parmi les « *technocrates de l'Eglise* ». Mais qu'est-ce qu'un technocrate ? On en a disserté d'abondance dans maints ouvrages : *Le Paradoxe des technocrates, Les Technocrates et le Pouvoir*, etc.

Par ailleurs T a atteint son maximum de fréquence avec l'adjectif *terrible*. Terrible se porte bien. Et surtout avec *Tiercé*, qui éclipse presque le *Tour*. Le Tiercé lui aussi se porte bien. On a préconisé de le supprimer. Ce n'est pas pour demain et est-ce possible ?

Evidemment, on a, autant que toujours, dit : *Jamais deux sans trois* et on l'a même chanté.

## U

U : contrairement à la précédente consonne, cette voyelle-ci est ultra politisée. Il ne peut en être autrement puisqu'au sommet de la puissance siègent les USA et l'URSS. De ceux-là on s'est demandé s'ils n'étaient pas la nouvelle Rome. La question vaut la peine d'être posée. A celle-ci s'est intéressé le Président de la République et on a parlé du voyage en URSS ; surtout on s'est demandé si l'URSS n'était pas à un tournant quand on a dit que *Renault partait à la conquête de l'URSS*.

Cependant avec U ou pas, face à la politique se dresse la vie privée. Les Français et les Françaises ont dit aussi : *Un homme et une femme*. Pourquoi ? Parce que le film de Claude Lelouch a été couronné et leur a plu ? Certes. Mais également parce que l'amour est en question, on est hanté par « *ce qui fait craquer les couples* » et au creux de ce souci, il a semblé bon de voir exalter un amour se sublimant par-delà la mort.

---

## V

Avec V on a dit *Victoire*, mais cette victoire-là n'était qu'un couturier prisé par les jeunes. On a dit aussi beaucoup d'autres choses bien diverses ; on a parlé de *l'enfer des villes*, surtout *au retour des vacances*.

Cette obsession ne fut pas la seule. Les Français ont, aussi, évoqué *Verdun* — et discuté si ce fut un haut-lieu d'héroïsme ou un haut-lieu de barbarie — et souvent crié « *Paix au Viet-Nam* ». De cette guerre-là les Français ont parlé avec souci et crainte.

Ils ont encore éprouvé une autre peur, plus nouvelle : celle des *viols*. On a dit : « *Il y a eu 73 viols depuis le début de l'année. Paris devient vraiment la capitale de l'insécurité* ». On a dit : « *La hantise des femmes seules : les agressions nocturnes* ». On s'est mis à craindre que dans la société apaisée la *violence* ne se manifeste par de nouvelles voies. La vie quotidienne reviendra-t-elle une vie risquée ?

Ne serait-ce pas pour exorciser ces démons que l'on a couru en cohue admirer la lumière de *Vermeer* ou plus généralement aux expositions de peinture — c'est là un fait nouveau et important ?

On a fini l'année en se demandant : « *Avez-vous été rire à la Grande Vadrouille ?* », et en projetant une nouvelle conquête sociale : *les vacances permanentes*.

---

W

Le W sert aux Français à parler des autres. Avec cette étrange lettre les Français ont dit que *l'Angleterre des Beatles choisit Wilson* et ils se sont préoccupés de la lutte du Cardinal Wisnietzky avec le gouvernement polonais. Cependant et surtout ils ont dit *Wembley* et ont longuement commenté que « *la patrie du football ait pour la première fois remporté la Coupe du Monde de Football* ».

Et puis quand l'année allait se terminer *Walt Disney* a fini de vivre.

---

X Y Z

X, Y, Z ont une place spéciale. Les Français les disent dans le même souffle : X Y Z. Gardons-nous donc de les séparer.

Jusqu'en 1966 X était une lettre mystérieuse, elle était l'inconnue algébrique, avec elle on désignait le criminel inconnu — déposer une *plainte contre X* — par elle on nommait les puissances occultes et enviées — *les X* —. L'an passé on a continué. Les commissaires ont enregistré les plaintes contre X. On a admiré et détesté les X ; on les a aussi glorifiés à l'Académie lors de la réception de M. Leprince-Ringuet. Mais de plus, X a pris un certain air de fantaisie. Par la magie d'*Astérix le Gaulois*, l'X a connu le succès ; on a dit *Obélix*, *Panoramix*, *Assurancetourix* ; et on a rajouté en disant *cadeauramix*, etc.

L'Y est en revanche devenu plus discret puisqu'on a dit : « *Les yé-yé sont-ils en recul ?* » Il est vrai que, par ailleurs, les Français parlent de plus en plus de *Yacht*.

Avec Z les Français et les Françaises s'adonnent à l'ésotérisme et attendent le Destin. Les plus cultivés étudient le *Zen*. Les autres interrogent les signes du *zodiaque*. Mais véritablement le Z est la lettre du *Tiercé*. Quand les cœurs de millions de Français et de Françaises palpitent, au rythme du galop des chevaux, des millions d'oreilles attendent le verdict de la fortune de la voie essoufflée de *Léon Zitronne*. Le lundi dans les bureaux, dans les échoppes, dans les super-marchés, on dit : « *Comme l'a dit Zitronne* ». Le Z est devenu la consonne du destin.

★

Peut-être cette exploration de l'imaginaire des Français et des Françaises 66 paraîtra-t-elle à plus d'un, étrange et déconcertante ? Il est vrai. Elle l'est. Il revient sous la plume cet impitoyable mot de Nietzsche : « *La foule des êtres manqués est bouleversante, plus encore leur insouciance béate, leur sécurité (l'absence d'intérêt pour l'évolution collective de l'homme) — combien tout peut s'effondrer vite !* ». Peut-être Nietzsche exagère-t-il. A peine, cependant. Mais s'il existe une foule « *d'êtres manqués* », d'hommes et de femmes en qui « *Mozart est assassiné* » pour écrire comme *Saint-Exupéry*, qui est responsable ? Qui est responsable de l'homme ?

René PUCHEU

---

N.B. — Les phrases en italiques sont des citations extraites de plusieurs journaux, notamment *L'Express*, *Paris-Match*, *Le Nouveau Candide*, *L'Aurore*, *Le Figaro*, *Top*, *France-Soir*, etc.

## L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS : DES ANTAGONISMES AU DIALOGUE

par Jacques MALLET

Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis : c'est aujourd'hui l'un des sujets qui mobilisent le plus de colloques au centimètre carré. Signe évident que quelque chose est pourri dans le royaume Atlantique. La crise de l'OTAN et l'opposition entre les politiques française et américaine en sont, il va sans dire, l'aspect le plus spectaculaire. Cette crise et cette opposition détournent peut-être l'attention de l'essentiel. Elles empêchent d'apercevoir un certain nombre de faits nouveaux, d'une extrême importance : la prise de conscience par les Européens de leurs intérêts propres, et le sentiment encore confus, mais de plus en plus net, d'un antagonisme d'intérêts dans des domaines essentiels, entre les deux rives de l'Atlantique.

### le grand débat

Le débat qui s'engage entre les deux grands partenaires de ce que l'on appelle « le monde libre » a, bien sûr, une toile de fond : la négociation secrète entre les Etats-Unis et l'URSS. Malgré la guerre du Viet-Nam, on a tout lieu de penser que cette négociation se développe. Elle aboutira, sans doute, prochainement à la signature d'un Traité de non prolifération des armes atomiques, faisant suite au Traité de Moscou de 1963. Des conversations sont également engagées, autant qu'on puisse le savoir, au sujet de la défense antimissile. Elles symbolisent l'existence d'un « club » des super-grands, dont l'Europe occidentale se trouve exclue.

D'autre part, on a l'impression sur le vieux continent que les Etats-Unis et l'URSS sont, de plus en plus, obsédés par le danger chinois. Ces deux géants, pivotant sur eux-mêmes, se tournent vers l'Asie. Ils ne peuvent dès lors manquer d'être tentés par la recherche d'un accord en Europe, qui consacrerait le « statu quo » (en particulier la division de l'Allemagne), et leur donnerait les mains libres en Asie. En somme, les Etats-Unis reviendraient à leur politique antérieure au Plan Marshall : la politique de Yalta et de Postdam.

Telle est du moins l'interprétation gaulliste de l'évolution américaine. Il semble que la France n'ait pas de peine à entretenir la crainte qu'inspire en Allemagne une telle évolution. Nos voisins allemands redoutent que les Etats-Unis se désintéressent du sort du vieux continent, où les risques de guerre tendent à disparaître, qu'ils en viennent à sacrifier les intérêts européens aux impératifs de leur stratégie nucléaire et de leur entente avec Moscou.

Il s'agit là pour l'instant d'hypothèses qui restent à

vérifier. Mais elles font leur chemin dans les esprits.

Laissons de côté ce problème — fondamental — étroitement lié à celui de la crise atlantique, pour nous attacher à l'analyse des rapports économiques actuels entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Ceux-ci méritent d'être examinés de près.

### changement de paysage

La situation a beaucoup changé depuis que le Président J.F. Kennedy a lancé l'idée du « Partnership » atlantique, c'est-à-dire d'une association atlantique réunissant, pour des tâches communes, deux partenaires égaux en droit, en puissance et en responsabilités (l'Europe unie et les Etats-Unis). Impressionnés par le redressement économique de l'Europe et par le succès du Marché Commun, les Américains en avaient tiré un peu trop vite la conclusion que l'Europe était en train de devenir leur égale.

On avait, en effet, assisté en 1960-1961 à un renversement spectaculaire des positions respectives des deux continents : l'expansion économique des Six était plus rapide que la croissance américaine. Les échanges européens augmentaient à un rythme accéléré. Au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis (qui oscille entre deux et trois milliards de dollars depuis quelques années) correspondait l'accumulation des réserves d'or et de devises dans les caisses des banques centrales européennes. L'Europe était alors, pour ainsi dire, appelée au secours du dollar. Et l'avenir paraissait très clair : un Marché Commun élargi, de plus en plus uni, et de plus en plus ouvert au dialogue avec les Etats-Unis.

Il nous faut aujourd'hui déchanter. Depuis cinq ans, l'expansion économique des Etats-Unis a été sensiblement plus forte que la nôtre. Sur le plan scientifique et technique, les Américains, entraînés par une véritable « fièvre de recherche », ont fait un bond en avant prodigieux. Le déficit commercial de la Communauté à l'égard des Etats-Unis n'a presque pas cessé de s'aggraver. Les investissements américains dans l'Europe des Six ont pris des proportions considérables. De ce fait, les industriels européens sont hantés par le spectre d'une véritable colonisation américaine.

Dans le même temps, le « grand dessein » d'association atlantique a été relégué dans le lointain. Le dynamisme politique du Marché Commun donne des signes de fléchissement. En un mot, l'économie européenne se trouve aujourd'hui plus faible et l'Europe plus divisée qu'on ne l'avait pensé quelques années plus tôt.

Il en résulte un sentiment de crainte à l'égard de la

concurrence américaine, et une réaction de défense qui tend à opposer, de manière parfois brutale, les intérêts européens et américains.

## le retard technologique

L'Europe s'est d'abord aperçue, tardivement, d'un fait pénible : elle n'est plus dans la course de la deuxième révolution industrielle. Nos vieilles puissances industrielles voient, d'année en année, s'élargir leur décalage scientifique et technique par rapport aux Etats-Unis, à une époque où « l'innovation », dans les secteurs de pointe — en particulier dans l'électronique — est l'élément déterminant de la compétitivité des économies. Le retard de l'industrie européenne en ce domaine a des effets cumulatifs.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les causes de cette infériorité : dimensions trop faibles des entreprises, cloisonnement des marchés des capitaux, insuffisance et dispersion des efforts de recherche, etc. L'important est qu'aujourd'hui les gouvernements et les responsables de l'économie en aient pris conscience, et se préoccupent des moyens d'y remédier.

« Si les six pays devaient rester, comme ils l'ont probablement été depuis une génération, le principal importateur de découvertes et le premier exportateur d'intelligences du monde, ils se condamneraient à un *sous-développement cumulatif* qui rendrait bientôt leur déclin irrémédiable. La Communauté se doit donc d'engager d'urgence à la fois un vaste effort financier — public et privé — en matière de recherche et une large restructuration de ses industries ». Cet avertissement de la Commission du Marché Commun, par la voix de son vice-Président, M. Robert Marjolin, est à cet égard significatif. On ne peut dire encore quelle suite lui sera donnée. S'agira-t-il seulement de discours académiques ou d'une volonté délibérée d'agir ? Les six gouvernements prendront-ils les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs que tout le monde reconnaît souhaitables ? Il est encore trop tôt pour trancher la question.

## l'affrontement commercial

Le sentiment qu'à l'Europe de la faiblesse de ses structures industrielles conduit à transformer la grande négociation commerciale du Kennedy round en un vaste champ clos où se heurtent les Européens et les Américains. Il est vrai que les négociations ont fait apparaître la puissance de l'appareil protectionniste des Etats-Unis. Mais surtout les Six, qui négocient à Genève en tant qu'unité, avec un porte-parole unique — la Commission du Marché Commun — ont mieux aperçu les risques d'une concurrence internationale, engagée dans des conditions aussi inégales. Notre tarif extérieur est le plus bas de tous ceux des grandes puissances industrielles. Nos pays ont des secteurs industriels sensibles et doivent les protéger. Les conditions de production de leur agriculture sont profondément différentes de celles des grands pays exportateurs d'outre-mer, qui disposent de vingt fois plus de terre par habitant. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'ils résistent avec fermeté aux pressions américaines, auxquelles ils ont opposé, jusqu'à présent, un front commun.

### Le retard technologique de l'Europe par rapport aux Etats-Unis

En 1963 ou 1962, les dépenses de Recherche et de Développement dans les pays de la Communauté, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont été les suivantes :

Pays (1963)	Dépenses en millions de dollars	% du P.N.B.	Par tête d'habitant (dollars)
Belgique .....	130	0,9	12
France .....	1.270	1,6	27
Allemagne .....	1.200	1,3	21
Italie .....	240	0,4	5
Luxembourg .....	—	—	—
Hollande (1962) —	230	1,7	19
Commun. Europ. .	3.070	1,2	17
Grande-Bret. (1962)	1.775	2,2	33
Etats-Unis (1962)	17.530	3,1	93

## l'antagonisme financier

Ajoutons à cela le déclenchement d'une sorte de guerre de religion à propos de la réforme du système monétaire international. Nous n'entrerons pas dans cette sombre querelle. Un fait est sûr : aucun pays européen, à l'exception peut-être de la Grande-Bretagne, ne peut se satisfaire du fonctionnement actuel du « Gold exchange standard » qui conduit à attribuer un rôle privilégié au dollar et permet aux Etats-Unis de maintenir en permanence un déficit anormalement élevé de sa balance des paiements. Les Six, en tout cas, estiment avec la France — même s'ils n'approuvent pas son projet de réévaluation de l'or — qu'il faudrait mettre fin au déficit des pays à monnaie-clé, avant d'envisager la création de nouvelles liquidités internationales. Et ils souhaitent une réforme profonde des règles du Fonds Monétaire International, qui augmenterait les quotas des pays de la Communauté ainsi que leur influence et leurs pouvoirs de décision dans le F.M.I.

Sur tous ces points donc, on constate d'une part un antagonisme d'intérêts entre l'Europe et les Etats-Unis, d'autre part une certaine convergence entre les positions des pays de la Communauté. Il reste à définir quelle politique doit inspirer l'attitude des Européens. Les principes nous en paraissent fort simples : la solution de ces problèmes passe par l'union de l'Europe. D'autre part, cette Europe, unie, légitimement soucieuse de préserver sa liberté de décision, ne peut se faire contre les Etats-Unis. Elle doit d'abord s'unir et ensuite s'efforcer de réaliser, sur un pied d'égalité, une étroite association avec les Etats-Unis.

## l'unité européenne nécessaire

« Proclamer que l'unité de l'Europe est indispensable pour réunir les conditions de l'égalité avec la puissance économique américaine, c'est une évidence. Mais, ce qui va sans dire va encore mieux en le disant. L'Europe ne pourra rattraper son retard technologique si elle continue à disperser ses efforts. Des efforts nationaux séparés sont le plus souvent au-dessous du seuil d'efficacité de la recherche. D'autre part, les doubles-emplois inévitables nuisent beaucoup à cette efficacité. Il faut donc coordonner étroitement et renforcer les efforts de recherche des six pays. Il faut, d'autre part, définir et mettre en œuvre une politique

# QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

industrielle commune, qui encourage la concentration des entreprises et l'intégration des entreprises européennes en unités nouvelles, de taille mondiale.

Le Marché Commun ne s'est pas encore attaqué à cette tâche urgente. L'unification des marchés n'a pas été suivie jusqu'à ce jour par l'intégration industrielle et financière. Celle-ci exige en particulier la création d'un vaste marché européen des capitaux, capable de jouer, pour l'unité européenne, un rôle analogue à celui de la place de New-York dans la création du grand marché américain, ainsi que la définition de règles communes, non de protection mais de précaution, pour les investissements américains.

En matière de politique commerciale, et sous la pression des nécessités, cette unité est d'ores et déjà en grande partie chose faite. Elle l'est, grâce au système institutionnel de la Communauté : la Commission, porte-parole de l'intérêt commun, et négociateur unique des six pays, a réussi à leur faire définir des positions communes qui leur permettent de négocier, pour la première fois, sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. On aperçoit ici toute l'importance que revêtent les Institutions dans la création d'une Europe efficace.

Enfin, les six pays n'ont une chance de faire prévaloir leur point de vue dans les discussions monétaires que dans la mesure où, forts de leurs énormes réserves, ils adoptent une attitude commune. Ils seraient encore plus forts pour discuter s'ils s'engageaient résolument dans la création d'une monnaie européenne de réserve ayant, dans le commerce mondial, un « poids » comparable à celui du dollar.

Sur tous ces problèmes, la contribution britannique est importante, et peut-être décisive, dès lors que la Grande-Bretagne donnerait la priorité à l'Europe sur ses autres engagements. Une Communauté technologique européenne ne serait vraiment efficace qu'avec la participation des Anglais. Près du tiers du commerce mondial est libellé en livres sterling. L'apport de la place financière de Londres à un marché européen des capitaux serait d'un très grand prix. Enfin, la monnaie européenne ne pourrait devenir l'égale du dollar qu'avec la participation du Royaume-Uni.

Cela requiert, de la part des dirigeants britanniques, un choix politique. On peut espérer qu'ils y sont aujourd'hui résolus.

## **L'association nécessaire avec les États-Unis**

Dans cette perspective, l'Europe se conçoit comme un *centre autonome de décisions*. Mais elle ne saurait se définir comme une « troisième force ». Elle n'est ni assez petite, ni assez grande pour rester neutre dans un conflit éventuel. Sa communauté de civilisation avec les Etats-Unis la situe dans l'Alliance atlantique. Au demeurant, une autre conception serait inacceptable pour les partenaires de la France. Il s'agit donc non de créer une « troisième force », mais de faire apparaître une « deuxième force » au sein de l'Occident, en vue d'instituer une alliance atlantique nouvelle, reposant sur deux piliers d'importance comparable.

Pour nous en tenir aux problèmes économiques, l'Europe ne peut parvenir à l'égalité avec les Etats-

Unis en pratiquant le nationalisme, fût-ce à l'échelle continentale. Elle ne peut se passer de l'apport technique et financier des Etats-Unis. En matière de recherche, les Etats-Unis constituent un « modèle » à étudier, sinon toujours à imiter. Il faut établir avec eux dans ce domaine une association concrète : contrats de recherche, envois d'étudiants dans les universités et les laboratoires américains, etc. Former nos chercheurs à l'école des techniques les plus avancées, n'est-ce pas le meilleur moyen d'arrêter l'émigration de nos savants ? Il en va de même en ce qui concerne la politique commerciale. Non seulement le Marché Commun dépend étroitement, plus que les Etats-Unis, du développement des échanges extérieurs, mais le protectionnisme serait pour elle un élément de faiblesse. En encourageant la survie de structures sclérosées, il aggraverait jusqu'à la rendre irrémédiable, l'infériorité de nos industries, qui ont besoin, pour se rélever, du stimulant de la concurrence internationale.

Enfin, l'association avec les Etats-Unis est indispensable dans le domaine monétaire. Faire la guerre au dollar ne nous conduirait nulle part. Ce qu'il faut, c'est faire accepter par tous les pays une discipline commune, à laquelle les Etats-Unis devront, eux aussi, se plier. Cela exige, en retour, qu'on accepte de s'y plier soi-même.

## **le paradoxe européen**

Le problème des relations avec les Etats-Unis est ainsi devenu le problème central de la construction européenne. Et voilà bien le grand paradoxe européen : on ne peut établir des relations équilibrées avec nos partenaires d'outre-Atlantique qu'en construisant une Europe unie. Mais les divergences entre les pays européens, au sujet des rapports à établir avec les Etats-Unis, constituent aujourd'hui le principal obstacle sur la voie d'une Europe politiquement unifiée.

Il faut à tout prix sortir, et très vite, de ce cercle vicieux. C'est possible, dès lors que l'indépendance n'est plus synonyme d'hostilité aux Etats-Unis, ni l'association de subordination. Le « *partnership* », c'est-à-dire le dialogue et la coopération — non sans conflits, parfois — de partenaires égaux et solidaires, doit rester notre objectif. Mais c'est un objectif à long terme. Il ne peut être atteint dans l'immédiat parce que l'Europe n'est pas encore capable de parler d'une seule voix dans les affaires du monde et d'imposer ainsi le respect de ses intérêts, en contraignant, s'il le faut, les Etats-Unis à modifier leur politique.

Il faut donc, en premier lieu, faire tout ce qui dépend de nous : réaliser, par les moyens les plus efficaces, l'unité de l'Europe. Et il faut le faire sans tarder si nous voulons arrêter nos pays sur la pente où ils glissent d'année en année : l'intégration de l'économie européenne par les Etats-Unis semble progresser plus vite que l'intégration des économies européennes entre elles. Seule une vigoureuse relance politique peut arrêter cette glissade dangereuse.

Il nous reste très peu de temps pour l'accomplir, car demain les jeux seront faits. Il nous reste très peu de temps pour rendre possible ce qui est évidemment nécessaire.

Jacques MALLET

# PROUST A RÊVÉ LES GUERMANTES

par Marcel SCHNEIDER

*Dans l'étude ci-après, notre collaborateur Marcel Schneider montre que dans « A la recherche du Temps perdu » Marcel Proust n'est pas allé du réel à l'imaginaire mais de l'imaginaire au réel. Ce n'est pas en prenant l'auteur en filature et en scrutant au microscope la vie publique et privée de l'homme que le critique et le lecteur découvriront la genèse de son œuvre, c'est-à-dire le secret de la création artistique. Proust lui-même, dans « Contre Sainte Beuve », s'était élevé contre cette attitude d'esprit et cette méthode de critique littéraire et il en avait démontré la vanité.*

En partant à la recherche du temps perdu, ce que Proust a trouvé, ce n'est pas le passé, le présent pas davantage, c'est l'éternité. Eternité telle que nous pouvons la pressentir, au-delà de l'horizon que les yeux ne découvrent pas, point sans épaisseur, univers cristallisé en nous qui nous traverse et que nous traversons dans un souvenir : aussi Proust a-t-il divinisé la mémoire involontaire qui lui permit, grâce au goût de la madecine trempée dans du tilleul ou de l'inégalité des dalles dans une cour, de retenir ce qui fuit. Pour arriver au second monde qui a hanté la mémoire de Marcel Proust, ce n'est plus aujourd'hui à un pavé qui s'est affaissé, à un gâteau qui s'émiette dans la bouche que nous en appelons, mais à son bol de fumigations, à ses carnets jaunés par la fumée de la pou-

dre Legras, à sa pelisse, aux objets qui l'ont entouré pendant ces dernières années où il s'est dévoué à son livre.

Ce livre est une cathédrale dont le lyrisme épique soutient la masse. On y vénère la déesse Mémoire, ses métamorphoses, ses épiphanies. Dans le saint des saints brille un ostensorio où le vide est exposé. Certains n'y voient qu'une manifestation vaine, d'autres devinent qu'on y célèbre un mystère sacré. Toute œuvre de génie possède son secret : celui de la *Recherche* est fait pour demeurer inviolé.

On s'étonnera qu'un malade comme Proust ait achevé pareille entreprise : c'est oublier que le poète puise sa force dans ce qui le détruit. Reclus dans une solitude que hantaient seules la fièvre et la crainte d'être gagné de vitesse par la mort, Proust a trouvé du stimulant à se détacher de tout et de tous, à pratiquer le « *perfecto desengaño* », le désenchantement des illusions de ce monde. Ce que Charles-Quint a réalisé dans son ermitage de Yuste, le romancier l'a fait dans une chambre de la rue Hamelin.

Dès 1914, il écrit à Jacques Rivière qu'il ne reçoit *personne*. Il devient un autre homme, subit une seconde naissance. Huit ans plus tard, afin de bâtir les dernières chapelles rayonnantes autour du cœur, autour du *Temps retrouvé*, il refuse de se laisser soigner, se repaît de sa fièvre et lui sert de pâture. Il vit au milieu des obsessions du délire et la *Fugitive*

porte la marque de son épuisement. Il tâtonne, se répète, perd le fil, revient sur ses pas, oublie ce qu'il est venu chercher, fait une digression et retombe sur ses pieds. Quand Reynaldo Hahn força sa porte, il était trop tard. « Laissez-moi, écrit Marcel Proust à Jacques Rivière, ma souffrance aujourd'hui va jusqu'à la détresse. Je n'ai plus confiance en vous. »

Il n'avait plus confiance qu'en la mort : elle vint. Il était âgé de cinquante et un ans. La prescience que lui avait donnée un long usage de la maladie lui avait permis de décrire dans cette danse macabre qu'est *Le Temps retrouvé* l'extrême vieillesse qu'il n'a pas lui-même éprouvée et qui déguise les hommes en les affublant d'une barbe blanche et en alourdissant leurs pieds de semelles de plomb.

## L'œuvre d'art et de salut

Il n'en a pas appelé à la postérité pour justifier sa vie, mais à l'œuvre d'art. Comme Baudelaire il a vu dans la création artistique une forme de salut : il a transporté hic et nunc les mystères chrétiens, il possède l'éternité dans la résurrection du passé aboli. « L'artiste doit écouter son instinct, ce qui fait de l'art ce qu'il y a de plus réel, la plus austère école de la vie, et le vrai Jugement dernier. » L'œuvre créée, qui contient en soi projet et accomplissement, fait notre Enfer ou notre Paradis : le tribunal ne se tient pas à la fin des temps, il se tient dès cette existence qui nous est donnée et cela grâce à l'incessant combat qui s'exerce contre les forces réunies de notre nonchalance et de notre frivolité. L'œuvre d'art est une victoire sur nous-mêmes, victoire de l'esprit sur la matière inerte que l'on arrive à remporter après avoir effectué un tri rigoureux entre ce qui compte et ce qui ne compte pas.

Ce qui compte : l'enfance, la tendresse, l'espace intérieur, l'œuvre d'art. Ce qui ne compte pas : l'amour, les honneurs, ce qu'on appelle « le monde » et ces plaisirs que les vanités nous enseignent à mépriser.

C'est à l'approche de la quarantaine que Proust, sous le double aiguillon de la maladie et de l'œuvre à réaliser, a renoncé au monde qu'il avait tant aimé ; il ne lui restait que douze ans pour régler son compte avec les hommes. Celui qui a écrit « Le monde étant le royaume du néant, il n'y a entre les mérites des différentes femmes du monde que des degrés insignifiants » n'est pas le Proust fringant que portait Jacques-Emile Blanche, en frac, une orchidée blanche à la boutonnière, mais celui qui, suivant le conseil de Pascal, ne quittait plus sa chambre. Le monde royaume du néant, cela sent Pascal : Proust n'a pas cru que le romancier, surtout le romancier poète, pouvait se séparer du moraliste. Il juge, il condamne, il fulmine. Dans son zèle de néophyte, il brûle ce qu'il a adoré. Car il a adoré le monde, la société aristocratique, les grands artistes, les fortes personnalités, tout ce qui est le ferment de la pâte lourde qu'est la masse du peuple. A la fin de sa vie, s'il

continue à vénérer les êtres d'exception, il s'en prend au monde, et surtout à ceux que distinguent leur naissance, leur situation ou leur fortune. Obsédé par la fièvre et par la certitude d'une fin prochaine, il flétrit la société dont il a brigué les suffrages. Peut-être se repent-il de l'avoir faite plus grande que nature, plus brillante, plus digne d'intérêt et d'hommage qu'elle ne le mérite, il retouche alors son tableau et le noircit à plaisir. La duchesse de Guermantes cesse d'être un oiseau de paradis, une idée descendue d'un vitrail pour se montrer frivole, méchante, peu cultivée, Saint-Loup toujours noble et courageux ne sait pourtant pas cacher son vice avec élégance et Charlus, le personnage le plus généreux, le plus génial de la *Recherche*, tombe dans de fâcheux égarements. Ce monde ne pratique même plus la courtoisie qu'il observait d'instinct : il se conduit grossièrement envers Mme Verdurin au cours de la soirée que Charlus donne chez elle pour faciliter les débuts du violoniste Morel. La riche bourgeoisie n'échappe pas à la fureur de Proust. A mesure qu'elle vieillit, la Patronne, toujours insupportable, devient plus mesquine, plus prétentieuse, plus perfide. Proust la marque du burlesque suprême en la faisant finir princesse de Guermantes après avoir gravi l'échelon intermédiaire, ce qui lui vaut dans le Gotha la mention suivante : Sidonie, duchesse de Duras, née des Baux ! Tout se défait, tout se flétrit dans les derniers livres, l'amour, l'amitié, les valeurs morales. Proust force le trait, cerne d'ombres hideuses ses portraits les plus véridiques : c'est un réquisitoire de Comité de Salut public qu'il dresse contre le monde et le monde hésite à se reconnaître dans cette caricature où la corruption, la bassesse et la souillure contaminent un à un tous les personnages de *A la Recherche du Temps Perdu*.

## Le mythe de la noblesse

De la part d'un homme qui a tant rêvé sur le nom de Guermantes, sur la poésie légendaire de la noblesse, la volte-face aurait de quoi surprendre. Mais pour Marcel Proust la noblesse est un mythe, elle appartient au tramonde : il continue à la vénérer tout en brossant la fresque la plus accusatrice de la société d'aujourd'hui. La noblesse qui le fait rêver ne se rencontre pas dans les maisons qu'il fréquente : elle demeure « la race mystérieuse aux yeux perçants, au bec d'oiseau, la race rose, dorée, inapprochable. »

D'abord, même s'il n'avait pas été lecteur assidu de Balzac, il aurait formulé la même conclusion que *Le Cabinet des Antiques* : « Mes chers enfants, dit la duchesse de Maufriqueuse à Victurnien d'Esgrignon et à sa tante, cette sainte fille d'Armande, il n'y a plus de noblesse, il n'y a plus que de l'aristocratie. Le Code Civil de Napoléon a tué les parchemins comme le canon avait déjà tué la féodalité. Vous serez bien plus nobles que vous ne l'êtes quand vous aurez de

l'argent. Epousez qui vous voudrez, Victurnien, vous anoblirez votre femme, voilà le plus solide des privilèges qui restent à la noblesse française. »

Ce qui n'empêche pas la raisonnable et prophétique duchesse de badiner quand le notaire Chesnel la conduit chez le juge d'instruction Camusot et de dire avec un feint effroi :

« — Je verrai donc un homme qui s'appelle Camusot ?

— Et qui a le nez de son nom, lui répond le notaire. »

Persiflage et insolence ne sont que peccadilles à côté de ce que Proust censure dans cette société aristocratique où ne subsistent pas les vertus de l'ancienne noblesse : égoïsme, frivolité, dureté de cœur, désintéret pour tout ce qui n'est pas ancienneté des familles et importance des alliances, mépris des sciences, des lettres et des arts, « Monde distrait, oublieux, futile » et qui ne comprend même pas la sorte de poésie « où il entre de l'histoire, de la beauté, du pittoresque, du comique, de la frivole élégance » que M. de Charlus sait dégager de la mondanité ambiante. Pourtant ce même Charlus cultive une frivolité tellement systématique « que la naissance, unie à la beauté et à d'autres prestiges, était la chose durable — et la guerre, comme l'affaire Dreyfus, des modes vulgaires et fugitives ». Charlus pratique le même détachement des choses du monde que Proust, mais non pour les mêmes raisons. Parce qu'ils sont tous deux poètes, le baron simple dilette et Proust artiste créateur, ils prennent du recul avec la réalité et jugent selon des principes que personne ne comprend dans leur entourage.

Mais existe-t-il un milieu social qui comprenne les poètes ? A-t-il jamais existé ? Aucune classe, en tant que telle, ne vaut mieux qu'une autre. Nos écrivains, presque tous issus de la bourgeoisie, en disent pis que pendre parce qu'ils ne connaissent qu'elle. Ils jurent par le peuple et ne savent pas de quoi ils parlent : on y trouve de l'envie, de la méchanceté, des vices et des préjugés imbéciles tout comme ailleurs. Comme ceux qui se flattent d'être « sortis de la classe ouvrière » mettent tout en œuvre pour n'y pas rentrer, voilà un prétendu paradis dont il serait temps qu'on nous désabusât. Aucun de nos écrivains ne le fera, de peur de passer pour réactionnaire et l'on continuera, fade académisme, à vilipender l'aristocratie futile et la bourgeoisie avare, en s'imaginant faire œuvre de hardie critique sociale, utile au progrès de l'humanité. Rien de pire, de plus aveugle, fanatique et pervers que l'esprit de classe. Je ne crois qu'en ceux qui transcendent toute classe et font cavalier seul.

Il est curieux que Proust, qui ne regarde pas le peuple comme l'asile de toutes les vertus ni la bourgeoisie comme le fin mot de la civilisation, (il insiste sur la méchanceté de Françoise, sur les ridicules et la niaiserie des Verdurin, des Cottard et des Brichtot), ait réservé l'excommunication majeure à l'aristocratie. A-t-il voulu rivaliser avec La Bruyère qu'il admire, avec Pascal qu'il s'applique à suivre, et parfois à devancer ? En même temps qu'il renonce à la vie de société, il se fait juge impitoyable, il élève le ton et

devenu Père d'une Eglise où l'œuvre d'art remplace le corps du Christ, il lance l'anathème contre le monde, royaume du néant.

## Le monde, royaume du néant

Comme toute société, l'aristocratie édicte ses règles ; il faut s'y conformer ou renoncer à être admis. Proust les a suivies sans peine, le grand monde lui a ouvert ses portes. Sa correspondance avec Antoine Bibesco, Armand de Gramont, Léon Radziwill, Bertrand de Fénelon, Louis d'Albuféra ou Gabriel de La Rochefoucauld montre dans quelle intimité il y était reçu. Sans doute voyait-il ses amis aristocratiques surtout en garçons, mais enfin il fréquentait aussi le salon de leur mère. Il allait à Amphion chez les Brancovan ; s'il n'a pas souvent vu la comtesse Greffuhle, madame de Chevigné ni la princesse Edmond de Polignac, il a entretenu une étroite amitié avec Anna de Noailles. De tels amis l'ont renseigné sur tout ce qu'il désirait savoir. C'est lui qui a rompu avec eux, comme avec toute la société. Il a cessé d'aller dans le monde vers 1910 ; ainsi, la célébrité ne lui étant venue que dix ans plus tard, l'aristocratie n'aura connu de lui que ce qu'elle pouvait croire son ambition de parvenir, ce qu'elle aurait pu censurer, « le désir éperdu de fréquenter le grand monde étant ce que le grand monde juge le plus sévèrement », dit Proust dans *Le Temps retrouvé*. Mais elle n'a pas prononcé de veto, bien au contraire, de sorte que la condamnation lancée par Proust ne s'explique ni par le dépit ni par l'amour-propre blessé.

D'ailleurs mettre en avant de pareilles raisons, c'est tomber dans une erreur dénoncée par Marcel Proust à propos de Sainte-Beuve : croire que les événements de la vie vécue seront autant de Sésame ouvre-toi qui nous feront pénétrer dans l'œuvre. Ce n'est pas en fouillant la vie privée de l'auteur, en inspectant ses agendas et en prenant l'homme en filature qu'on s'approche du secret de l'artiste. On fait fausse route en pensant que Proust est parti du réel pour aller vers l'imaginaire et qu'il s'est servi de l'événement historique pour créer la fiction. Tout, dans sa volonté, dans les démarches de son esprit comme ses habitudes de travail, prouve qu'il a d'abord vu en rêve et qu'il n'a demandé à son entourage que de confirmer son intuition. La duchesse de Guermantes a paru d'abord ; les traits qu'il a empruntés à telle ou telle dame et qu'il a lui-même indiqués donnent ensuite la touche de vraisemblance qui permet au lecteur de croire à l'humanité du personnage. Mais les personnages de Proust ne donnent une si forte impression de vérité et de vie que parce qu'ils sont faits de la substance rêvée des héros de roman. Ce ne sont pas les particularités physiques et morales de gens ayant vécu en ce monde qui les animent au point de nous les rendre aussi vivants que ceux que nous connaissons, que nous aimons, ce sont au contraire les singularités des créations proustiennes qui servent de références, de raisons



d'exister à des hommes et des femmes qui sans cela seraient retournés à l'oubli. Rechercher les « clefs » de Proust peut servir à la petite histoire de ce siècle, cela ne sert à rien pour l'intelligence de l'œuvre : c'est elle au contraire qui sert à expliquer ceux qui ont vécu et qui leur donne une sorte de survie. Le mensonge du réalisme cherche à accréditer l'idée que l'artiste imite et reproduit ce qu'il observe, alors qu'il invente et tire tout de lui-même. Les gens du monde amis de Proust ne possédaient pas, même de loin, la situation princière d'Oriane et de Palamède de Guermantes dans la *Recherche*. S'ils y avaient été transportés tels quels, si brillante que parût leur place dans la société d'alors, ils auraient fait chétive figure. Pour leur donner la grandeur qu'ils ont en effet, il a fallu que l'écrivain les façonne dans l'imaginaire.

## Les Guermantes maison presque royale

Les Guermantes, « maison presque royale, plus ancienne que les Capétiens », n'ont existé que dans l'esprit de Marcel Proust pour qui la noblesse, race disparue, reste un objet de rêverie privilégiée. Ils n'ont d'équivalent en France qu'avec les Guise, les Lorraine ou les Montmorency. On ne peut concevoir l'éminente situation des Guermantes qu'à une époque où existe une Cour. Il n'y en avait plus au temps de Proust. D'où le perpétuel porte-à-faux dans lequel le romancier a placé les représentants de cette famille illustre qui pensent et agissent comme s'ils vivaient au seizième siècle et doivent prendre parti dans l'affaire Dreyfus ou la séparation de l'Eglise et de l'Etat, sujets qui ne peuvent même pas se poser à leur esprit et qui ofusquent leur fierté.

## Le contraire du réalisme

Comment ose-t-on parler du réalisme de Proust alors qu'il rêve les yeux ouverts et crée de la légende sans se soucier de l'histoire ? Si un Guise ou un Lorraine dînait chez des bourgeois, on ne l'aurait pas relégué à la seconde place : quelque fût son titre, le nom de sa maison suffisait à le faire respecter. Il n'empêche que chez les Verdurin le baron de Charlus était placé à la gauche de la maîtresse de maison, la droite étant réservée au marquis de Cambremer. Il est obligé de se doubler, d'expliquer à Verdurin l'ancienneté de sa famille (ce qu'un Guise n'eût pas fait, ni un Charlus tel que nous le présente Proust dans d'autres épisodes) et il l'explique comme on peut le faire à un roturier ignorant du vingtième siècle : « Comme vous n'êtes que baron... — Permettez, répondit M. de Charlus, avec un air de hauteur, à M. Verdurin, étonné, je suis aussi duc de Brabant, damoiseau de Montargis, prince d'Oléron, de Carency, de Viareggio et des Dunes. »

Après quoi il décoche un trait qui le fait redevenir Guermantes, mais un Guermantes contemporain de Proust, et non de Henri III ou de Philippe II : « D'ailleurs, cela ne fait absolument rien. Ne vous tourmentez pas, ajouta-t-il en reprenant un fin sourire qui s'épanouit sur les derniers mots : j'ai tout de suite vu que vous n'aviez pas l'habitude. »

Proust a rêvé ses Guermantes, il ne les a pas observés dans le monde d'alors, il ne les a pas tirés d'innombrables croquis pris dans les maisons ducales où il avait ses entrées. Déclarer que Marcel Proust a transporté dans la maison de Guermantes des réflexions que lui ont inspirées les Noailles ou les Gramont, c'est témoigner qu'on ne se fait aucune idée de la création artistique : c'est dans la solitude que l'on se découvre soi-même, et quelquefois avec stupeur, c'est aussi dans la solitude que vous apparaissent les enfants de votre chimère. Ils gardent la marque de leur origine et ne se confondent pas avec les créatures de chair qui peuplent le monde. Proust, amoureux dès l'enfance de la fabuleuse race qui habitait les palais de la Renaissance, favorisait les artistes et vivait avec génie, a prolongé son existence au point de l'exiler dans nos temps modernes : il a fait ce que font les poètes épiques, il a grandi ses héros et magnifié leurs actes. Le narrateur, sa mère et sa grand-mère, objet de soins si attentifs de la part de la princesse de Parme et de madame de Villeparisis ont subi le même agrandissement et le beauceron Illiers au paysage ingrat est devenu Combray embaumé par l'aubépine.

La condamnation de l'aristocratie ne vient pas du fait que Proust l'a d'abord surestimée pour déceler ensuite son insuffisance, mais de ce qu'un jour toutes les formes de la société, toute la création visible lui ont paru mauvaises. Ce jour de métamorphose, le sang juif chante en lui, Isaïe partage l'empire avec Pascal. L'éclat de la noblesse légendaire se ternit, le rêve de la Renaissance italienne et de Versailles se disloque et la hideur du monde créé s'impose à lui : père de l'Eglise, Marcel Proust condamne et fulmine, prophète de l'ancienne Loi, il lapide et voue à l'exécration. Rien ne l'attire désormais que l'éternité profonde.

C'est pourquoi il fait mourir Bergotte au moment où il contemple encore une fois *la Vue de Delft* de Ver Meer : « Dans une céleste balance lui apparaissait, chargeant l'un des plateaux sa propre vie, tandis que l'autre contenait le petit pan de mur si bien peint en jaune ». Le peintre et l'écrivain se livrent leurs secrets. Ils savent qu'ils possèdent une égale grandeur, une grandeur véritable qu'on n'a pas besoin de magnifier. Ce sont eux qui dans l'univers humain figurent les vraies étoiles. Aller de l'un à l'autre, c'est changer d'astre et de planète.

Marcel SCHNEIDER.

Ce texte est extrait de *Entre Deux Vanités*, à paraître prochainement aux Editions Grasset. La photo est extraite de l'Album Proust. Bibliothèque de La Pléiade. Gallimard.

# UTOPIE ET MOUVEMENT

*« Les choses n'étant plus ce qu'elles étaient. »*

On sait depuis longtemps, depuis Cicéron, depuis Marc-Aurèle, que le bon sens est volontiers conservateur. Voici plus de deux mille ans que les logiciens démontent les mécanismes de l'ordre dit naturel, le mettent littéralement en pièces détachées et le remontent généralement à l'identique, faute, disent-ils de combinaison meilleure. L'esprit critique et l'esprit de conservation vont fort bien ensemble. Socrate qui le premier enseigna aux hommes l'art de tout remettre en cause ne manquait jamais de tout remettre en place. Montaigne passa sa vie à poser des questions inquiétantes auxquelles il s'empressait de donner une réponse lénifiante. Si ces deux moralistes furent à l'origine de quelques dérangements sociaux, ils en ont décliné par avance la responsabilité. Rien ne va très bien, mais tout pourrait être pire, tel est le fond de notre sagesse populaire.

Comment, lestée de cette soi-disant sagesse, l'humanité a-t-elle pu progresser, et comment les réformateurs réussissent-ils à se faire entendre ? Est-ce la même raison raisonnante qui tantôt justifie l'immobilisme et tantôt pousse au changement ? A la vérité, on en vient à se demander si quelqu'un a jamais pu convaincre ses contemporains de la nécessité de passer à un état supérieur de civilisation. On ne quitte pas volontairement son état, et s'il arrive qu'on allume de violentes révolutions, c'est d'ordinaire pour devenir propriétaire de la terre qu'on cultive. Sitôt fait, on se retrouve conservateur.

Dans la pensée occidentale, rationnelle entre toutes, c'est encore l'utopie qui est la source la plus féconde du progrès. L'utopie est un réalisme différé qui agit sur l'esprit conservateur par immunisations successives. Après une ou deux générations, la nouveauté est tolérée. Mais combien de grammes d'utopie recèlent une tonne de littérature ? Le moment est venu de reconnaître que le génie français est singulièrement pauvre en œuvres d'utopie et d'anticipation. Si nos écrivains peuvent être utiles à la connaissance des événements du passé, ils interviennent peu dans leur explication, faute d'avoir préparé, ou seulement su prévoir leur formation.

Aujourd'hui cependant le rationalisme classique doit faire face à une situation très différente. Le monde extérieur est devenu un milieu fluide dans lequel baigne la partie solide, immuable, de notre personnalité. Persévérer dans son être est un art difficile quand les changements s'opèrent à l'échelle d'une vie — c'est-à-dire quand on est assuré de subir ceux que l'on prépare ou que l'on n'a su éviter. Le bon sens cesse alors d'être conservateur.

Notre époque ne tardera pas à comprendre le rôle considérable qu'à joué, dans le ralentissement des affaires humaines, le principe d'identité de l'individu lié au système des rentes viagères. Des phénomènes sociaux dont on chercherait la source dans des courants collectifs apparaîtront, à mesure que les échéances du progrès se raccourciront, comme l'addition d'autant de reflexes de conservation individuels. Lorsque

personne ne pourra plus dire : « Cela durera bien aussi longtemps que moi » les forces du conservatisme se débanderont. On s'apercevra qu'elles n'avaient d'autre fondement idéologique, et d'autre cohésion que le calcul viager auquel se livrait chaque individu de chaque génération.

La certitude du changement, il faut le reconnaître, n'est pas une donnée toute nouvelle. Depuis trente ans les Européens ont subi plus d'à-coups dans leur existence que leurs ancêtres en plusieurs siècles d'histoire. Mais ils avaient encore quelque chose à apprendre : la notion d'irréversibilité du mouvement qui implique qu'un équilibre traditionnel rompu ne se reconstitue plus sous l'effet de mécanismes compensateurs, mais doit être entièrement recréé dans un contexte nouveau. Ce n'est pas tout. Une génération qui, comme la nôtre, a perdu le sens de la sécurité et celui de la stabilité, ne peut échapper au désarroi qu'en acquérant l'espoir du progrès. La sagesse populaire doit alors transformer ses maximes. « Rien ne dure, mais tout devient mieux », semble la formule appropriée aux temps nouveaux.

Puisque la notion de changement permanent est désormais passée dans le domaine du bon sens, il reste à l'intégrer à tous les niveaux de la pensée rationnelle. C'est la difficile aventure où vient de s'engager l'esprit européen. Or, au même moment surgissent des profondeurs de notre nation des voix qui réclament le retour au vieil ordre. « Les choses étant ce qu'elles sont... », « On n'échappe pas aux dures réalités », « Nous devons sortir du domaine des nuées », énoncent-elles en préambule à tous leurs discours ; il est clair qu'elles ne peuvent aller au-delà d'une conception tautologique de leur époque et qu'elles vont se heurter dramatiquement aux faits d'expérience.

Pour tenter de se soustraire à ses contradictions internes, cette école de pensée élabore une théorie de la réalité qui rejoint les plus sombres philosophies du désespoir. Elle professe que les relations humaines sont fondées sur l'évidence d'un très petit nombre de réalités absolument immuables, parmi lesquelles, en premier lieu, l'Etat et la Nation. De sorte que tout ce qui n'est pas couvert par cette proposition, notamment la naissance de nouvelles communautés humaines, échapperait à l'évidence et n'aurait qu'une existence transitoire et improbable.

Une telle théorie appliquée à la conduite des affaires publiques, des relations internationales, et vigoureusement soutenue par l'appareil d'un Etat moderne, ne pourrait qu'entraîner des effets de blocage de la pensée et de l'action si elle devenait celle de tous les citoyens. Par chance, il n'en est pas question. Les nouvelles générations viennent de passer ce pacté avec le mouvement. Le rationalisme occidental reconvertit sous nos yeux ses vieilles catégories aristotéliennes. Après deux mille ans de bon sens résigné, nous venons d'apprendre en quelques années que la réalité n'est plus la mesure du possible, mais une dérivée de notre imagination créatrice. C'est le nouveau bon sens de l'Europe nouvelle.

**François FONTAINE.**

# ■ GRAINE DE VIOLENCE OU CŒURS VERTS ? ■

## LES BANDES DE JEUNES AU CINEMA

par Jean-Pierre ALLAUX

*Les cinéastes se plaisent à décrire les mœurs de la jeunesse. Tentatives d'écriture strictement cinématographique ou études socio-éducatives, leurs œuvres ont tracé au fil des ans le portrait d'une collectivité en pleine évolution.*

*Marcel Carné va tourner un film sur les blousons noirs. Marcel Camus prépare « La jeunesse et la nuit ». Etienne Périer cherche les personnages de son prochain film, « Des garçons et des filles », par l'intermédiaire des petites annonces. Des milliers de jeunes ont répondu...*

Les organisateurs des septièmes rencontres internationales du film pour la jeunesse, qui se sont tenues à Cannes en décembre dernier, avaient choisi comme thème de leur colloque: « *Cinéma et délinquance juvénile* ». Ils voulaient ainsi faire la démonstration publique que certains films ont la valeur d'un constat sociologique qui devrait faciliter la prise de conscience de l'inadaptation sociale des jeunes par les personnes intéressées, enseignants, psychologues et sociologues. Nous constatons, en examinant les films consacrés aux problèmes de la jeunesse depuis une quinzaine d'années, que la violence domine à 95 %,

avec les tonalités qu'impliquent l'époque et les milieux considérés, mais avec aussi une constante qui appartient sans doute au sujet lui-même. Chaque fois, en effet, qu'apparaît une nouvelle forme de la délinquance, les cinéastes s'empressent d'en relever les aspects dramatiques et spectaculaires. Fâcheuse tendance qui maintient cette image constante de la violence, au détriment d'une évolution plus profonde, que nous avons observée par exemple de « *Graine de Violence* » de Nicholas Ray aux « *Cœurs verts* » d'Edouard Luntz.

## LES BANDES, FOYERS DE REVOLTE

C'est à travers la bande, famille *choisie* par opposition à la famille *imposée*, que les réalisateurs décrivent le plus volontiers les us et coutumes des sociétés d'adolescents. Écartons les fameux « *Tricheurs* » de Marcel Carné, « *Masculin-Féminin* » de Jean-Luc Godard, et les copies conformes. Le premier illustre surtout les activités de jeunes bourgeois, dans les années d'après la seconde guerre mondiale. Tendre et naïf, son « témoignage » est comparable à celui des romanciers naturalistes. Le second parle de la même classe sociale, la jeune bourgeoisie, mais son style évoque un romantisme où l'ironie intellectuelle remplacerait l'effusion.

Les délinquants qui se regroupent dans les ghettos que sont les banlieues de nos grandes cités sont pauvres. Quand la misère, une famille désunie, les rejettent en marge de la société normale, ils sont obligés de traverser plus difficilement que les autres la longue période de l'adolescence. Époque de crise et de transition celle-ci est à l'origine de conflits qui déterminent des attitudes extrêmes.

Le mimétisme collectif ici est courant et le cinéma l'a abondamment montré. Dévorées par les mythes d'une civilisation mécanique, les bandes de jeunes délinquants reprennent sous une forme moderne la vie recluse et les rites de certaines sociétés primitives. Dans « *La fureur de vivre* » (1956), « *Graine de violence* » (1955), « *L'équipée sauvage* » (1954) par exemple, ces rites comportent des éléments de sacralisation qui créent une conscience collective capable de vaincre la peur, l'injustice, la mort. Les délinquants s'estiment et se regroupent par la qualité du courage dont ils font preuve. Le combat singulier à l'arme blanche, l'agression d'un adulte (de préférence gardien de l'ordre), le sang-froid et l'habileté dans la conduite d'engins motorisés font partie des épreuves que doit passer avec succès le novice. On se souvient de James Dean roulant à toute vitesse au bord d'un précipice, de Marlon Brando chevauchant un dangereux bolide à deux roues et de la mort du Roméo en veste de cuir de « *West-Side Story* ».

Devenir un homme, et être respecté comme tel, telle est la règle commune de ces bandes. Les conditions de la société mettent des barrières à cet objectif. Alors, les jeunes se regroupent, inventent leur propre code d'honneur — qui vaut bien celui des chevaliers du Moyen Âge — et des lois qui leur permettent de lutter de concert. Ils s'identifient généralement à leurs chefs qui imitent eux-mêmes un personnage célèbre. Ils empruntent à leurs héros, les attributs symboliques de la force, de la beauté : médailles, uniformes, fétiches, coiffures...

## UNE INSONDABLE DETRESSE

Aujourd'hui, la spontanéité, la révolte explosive, le goût du jeu se sont atténués, sauf peut-être dans « *Une fille et des fusils* » (1964) de Claude Lelouch, parodie affectueuse et sanglante.

Dans les récents films de Kenneth Anger, « *Scorpio Rising* » (1965), et de Roger Corman, « *Les Anges Sauvages* » (1966), la secte prend conscience d'elle-même

en s'extériorisant dans des cérémonies d'affrètement morbide. La violence s'est transformée en perversion, le courage physique en brutalité gratuite. Les jeunes se livrent à des plaisirs dénués de sentiments. Ils se droguent, ils partagent à plusieurs, sans conquête, une maîtresse non consentante (l'ambivalence des sexes est par ailleurs l'un des traits caractéristiques de la bande). Certains s'inquiètent de voir ces terribles groupes arborer les insignes de la Gestapo et brandir la svastika hitlérienne. Nous n'assistons pourtant pas là à une renaissance du nazisme. Afin de s'opposer à la société, ces « apolitiques » par excellence, usent des symboles de ceux qui furent les ennemis de leur nation. Ce n'est que du fétichisme. Dangereux certes, mais sans aucune portée politique. Par contre, en insistant avec complaisance sur la peur que créent le déchaînement de la force, le rappel d'une époque dramatique, le réalisateur fait œuvre nocive, même si son alibi est de dénoncer pour mieux prévenir. Les foules fascinées qui stationnent devant les cinémas qui affichent ces jour-ci « *Les Anges Sauvages* » (interdit au moins de 18 ans), ont en moyenne 20-25 ans...

Le viol collectif est devenu un fait quasi coutumier dans « *Les Cœurs verts* » (1966) le dernier film français sur la jeunesse délinquante (1). Le décor de buildings lépreux et de terrains vagues est toujours identique. Le costume n'a guère changé, la longueur du cheveu a seulement supplanté la vigueur du biceps.

Autrement, même bal du samedi, même menus larcins, mêmes bagarres. Pourtant, la violence n'est là

(1) « *Les Cœurs verts* » pudique et très beau film d'Edouard Luntz a obtenu le Grand Prix des Septièmes Rencontres Internationales du film pour la jeunesse. Il l'a partagé avec « *Eclairage intime* » d'Ivan Passer (Tchécoslovaquie) et « *Dernier mois d'Automne* » de Derbenev (URSS).

vendications d'un jeune apprenti ou d'un jeune paysan ne le sont pas. L'erreur ne vient pas toujours des cinéastes. Mais le plus souvent même les meilleurs d'entre eux confondent blousons noirs, blousons dorés, jeunesse délinquante et jeunes en général.

« Il faut bien faire attention à une chose, a dit E. Luntz à Cannes ; mon film n'est pas un film sur les blousons noirs : c'est un film sur la jeunesse, sur l'adolescence, sur l'amitié. L'histoire de deux garçons et de leurs rapports avec ceux qui les entourent... Je ne parle pas d'une jeunesse particulière. Evidemment, c'est un aspect particulier de la jeunesse, mais je crois qu'à travers cette jeunesse-là, on peut parler de toutes les jeunesses. »

Propos sincères, on le voit. Mais erronés en partie. Les délinquants ne seront jamais qu'une minorité dans cette formidable puissance que représente la jeunesse internationale. Provos d'Amsterdam, hooligans yougoslaves, étudiants français, foules de prolétaires, de paysans, d'universitaires, s'unissent dans une même révolte. Ils crient tous leur désir de participer, d'agir directement sur la société responsable. Dans un monde où la surconsommation semble devenir l'unique idéal, les jeunes réclament le droit d'être consultés. Leur volonté de pénétrer dans un monde que les adultes faconnent sans eux, s'affermir sans cesse.

## LE ROLE DU CINEMA

Alors, quel rôle jouerait le cinéma ? Face à la délinquance juvénile, il a un rôle éducatif. A une condition : que les témoignages servent aux milieux concernés, judiciaires, pédagogiques, etc. « En apprenant à déchiffrer un film, dit Henri Agel, l'adolescent préserve sa liberté et neutralise les poisons que peut contenir une image ». Les enseignants, les juges pour enfants, les psychologues doivent en outre entrer plus souvent en contact avec les réalisateurs.

Le cinéma est à la fois art, machine à créer des rêves, instrument d'enseignement et de propagande. Il reflète une époque que nous ne voulons pas toujours reconnaître, mais que les sociologues interpréteront plus tard. Il portera témoignage des réalités politiques, économiques, culturelles et des mouvements historiques de nos sociétés. Grâce aux films qui traitent de la jeunesse, malgré les réticences de celle-ci à montrer son visage, les générations futures pourront juger des aspirations et des préoccupations de nos contemporains. Car le cinéma sert aussi à dénoncer, à provoquer la réflexion, à tenter de résoudre par la force de persuasion de l'image les problèmes de notre temps.

Au lieu de se borner à décrire les mœurs de groupes marginaux et de n'en retenir que les réflexes dramatiques, les cinéastes pourraient peut-être, par le truchement de leurs caméras nous aider à discerner chez l'adolescent sa qualité d'adulte en devenir, à mieux le comprendre, à mieux l'aimer.

Certains s'y emploient. Pourtant, en France, le malentendu persiste. Les projets de nos réalisateurs, fougueux ou décadents laissent présager fort peu de documents vrais, objectifs, qui ne céderaient pas à la mode. Vol à main armée (oh, le pauvre petit gars ! La société est responsable. Nous serons toujours sains et saufs). Whisky, voiture décapotable et crinière de fauve (oh, le sale môme ! L'argent est responsable. Nous avons bonne conscience). Les réalisateurs français n'auraient-ils que des clichés à la place du cœur, ou ne liraient-ils pas les journaux ?

qu'une sorte de parade, les gosses de la rue n'y trouvent qu'un refuge contre l'angoisse. Ils s'ennuient et ne revendiquent plus rien hormis le confort matériel. Edouard Luntz nous fait découvrir l'insondable détresse de jeunes hommes qui souhaitent demeurer des enfants.

## LES RAPPORTS PARENTS-ENFANTS

Le désaccord familial (père absent, trop faible ou trop autoritaire, mère exclusive ou « partagée ») est responsable de la médiocrité des expériences affectives de l'adolescent. Elia Kazan dans « A l'est d'Eden » (1955) peignait un tableau bouleversant d'une telle famille. James Dean bousculait son père, l'insultait, le poussait à prendre des initiatives. « Les cœurs verts », eux, ne réagissent pas, face à leurs familles boiteuses. Ils sont mal à l'aise chez eux et préfèrent vivre dehors que dedans. Pas de mépris, pas de pitié. La défiance des parents est consommée. Les jeunes sont terriblement seuls.

Le Tchèque Milos Forman parle encore plus cruellement des rapports parents-enfants. Gants de lâcheté, les adultes tournent autour de la jeunesse comme des insectes autour d'une lampe. A cet égard, « L'As de Pique » (1963) et « Les amours d'une blonde » (1965) sont autant d'aveux lucides et désabusés. Le bilan d'une rupture entre deux mondes.

## D'AUTRES VISAGES

Mais il y a d'autres élans insatisfaits, une frustration permanente qui existent chez les jeunes, tous les jeunes et que les réalisateurs ne montrent pas. Le côté spectaculaire de la délinquance est commercial. Les re-

# notes de Lecture

## BONHEUR ET CIVILISATION

par Jean CAZENEUVE

Philosophe et sociologue, Jean Cazeneuve est aujourd'hui professeur à la Sorbonne, où il a succédé à Georges Gurvitch. Il est également l'auteur de nombreux ouvrages. Prisonnier de 1940 à 1945 en Allemagne, il en a rapporté un livre qui l'a révélé : « Psychologie du prisonnier de guerre ». Une mission l'a ensuite conduit chez les Indiens Zuñis, dont il a décrit les fêtes dans « Les dieux dansent à la Cibola » (Gallimard). Depuis, c'est aux rites et aux formes traditionnelles des croyances que Jean Cazeneuve s'est consacré ; « Les rites et la condition humaine » était une thèse, mais la « Psychologie de la joie » et la « Sociologie de la radio-télévision » débordent largement ce cadre universitaire.

« *Bonheur et Civilisation* » que vient de publier la collection « Idées », chez Gallimard, tente de montrer comment, au milieu des rites, des croyances et des obligations nouvelles issues de la croissance industrielle et technique, l'homme parvient, dans une certaine mesure, à assurer son bonheur.

Et tout d'abord, qu'est-ce que le bonheur ? Un fait est certain, et le sociologue l'affirme d'emblée : les espoirs que nous caressons, les châteaux en Espagne que nous bâtissons, sont tout aussi consistants que nos angoisses ou nos souffrances ; « l'homme a le sens du bonheur, de la joie, du plaisir, et même du paradis » ; le paradis représentant « le bouquet de tous les vœux que l'homme puisse formuler ». Reste à savoir ce que renferme cette notion de paradis.

C'est alors que l'ethnologue, se substituant au sociologue, nous convie à une sorte de voyage à travers les civilisations ; voyage qui tend à prouver, bien sûr, que les conceptions du paradis sont très variables selon les sociétés et selon les religions. Par exemple, « il y a des peuples qui ont la croyance en une sorte d'enfer sans la contrepartie du paradis. Ce pessimisme total est, à première vue, assez surprenant. En effet, on aurait pu croire a priori que toutes les sociétés, surtout les plus misérables, éprouvaient le besoin d'élaborer des mythes consolants, pour aider les hommes, par la promesse d'une existence posthume enchanteresse, à supporter leur vie difficile. Or, en général, il n'en est rien. On a même l'impression qu'il faut aux civilisations un certain niveau de culture et d'aisance pour qu'elles parviennent à imaginer une sorte de paradis ». Constatation qui, entre parenthèses, remet en cause toute l'hypothèse marxiste.

De cette relativité, faut-il conclure à l'inconsistance de la notion chrétienne de paradis ou de celle philo-

sophique d'au-delà ? Jean Cazeneuve se montre réservé sur ce sujet. Pour lui, le paradis promis comme le paradis perdu ne sont pas des notions cohérentes ; elles échappent à la logique et s'évanouissent dès qu'on veut les maîtriser ; seul le mysticisme, dont le langage est par nature incommunicable, peut en faire son objet. Toutefois, Jean Cazeneuve nous conseille de les conserver comme symbole, comme archétype : « ... car il faut bien rêver à quelque chose et... il est doux parfois de se laisser bercer par les voix qui nous parlent d'un passé merveilleux et d'un avenir sublime ».

D'autant que ce merveilleux ou ce sublime ne sont pas sans inspirer notre idée plus commune de bonheur. Notre société de consommation n'a-t-elle pas des prétentions au paradis ? n'ambitionne-t-elle pas de le mettre à la portée de toutes les bourses ? En jouant sur notre désir profond de bonheur, elle le canalise vers les produits standardisés ; elle nous persuade que le bonheur est là sur terre, qu'il s'achète au Drugstore, qu'il est cousu par Cardin, signé Vartan, qu'il roule en Honda, qu'il se vit dans les agitations collectives des camps de concentration pour vacances méditerranéennes. Jean Cazeneuve revient donc à ce qu'il appelle les « avatars du bonheur », c'est-à-dire aux techniques modernes de bonheur : confort, culture de masse, psychanalyse, paradis artificiels ; il met, notamment, en relief le rôle important que jouent les valeurs féminines, l'amour et l'érotisme dans cette quête du bonheur.

Ces techniques sont-elles d'une efficacité décisive ? Non. « La civilisation de la masse (...) s'aperçoit que non seulement la technique ne donne pas la solution du problème mais que même (...) elle ne suffit pas à délimiter l'idéal du bonheur, parce qu'elle s'occupe trop peu des âmes ». Certes, cette civilisation nous rend plus heureux, dans la mesure où elle tient ses promesses et où elle fait consister le bonheur dans la réalisation des besoins suscités ; mais elle nous entraîne dans une course éternelle, chaque étape nous repoussant à la suivante, dans la conquête des conditions du bonheur.

D'où la question qui, à la fin du livre, domine toutes les autres, puisqu'elle fait appel au moraliste : Comment s'évader de ce nouveau paradis ? Quel idéal de bonheur peut avoir l'homme moderne ? Jean Cazeneuve propose deux réponses ; l'une se situe dans le marxisme, c'est-à-dire dans « l'accomplissement social » ; l'autre dans la religion, c'est-à-dire dans « le dépassement de l'horizon humain ». Deux réponses qui peuvent difficilement trouver conciliation, mais qui témoignent de l'optimisme de l'auteur.

Cécile DELANGHE.

# POUR UNE POLITIQUE DU CRIME

par Georges PICCA

Trop d'ennuyeux traités, une terminologie ésotérique, ortolans des Congrès, ont éloigné le citoyen des problèmes qui lecernent. Ainsi ne connaît-il le plus souvent le crime qu'à travers les bandes dessinées, les films et quelques faits divers.

Le livre de Georges Picca (1) vient à son heure, dans la mesure précisément où il a le sérieux des ouvrages savants et l'aspect engageant d'un livre de poche bien structuré. Il est nouveau parce qu'il embrasse des sujets généralement traités séparément et par conséquent dans une optique étroite. Georges Picca a tout lu et a réfléchi. Placé au sommet il a vu les confluences. Criminologue averti il est aussi humaniste; juriste il n'ignore rien de la science pénitentiaire. Dans son ouvrage, sans a priorisme et sans passion il essaie de faire le point. Il propose quelques directions de recherches et ose esquisser une « politique du crime ».

En France plus d'un million de personnes sont condamnées chaque année. Mais ce nombre ne représente pas les infractions commises mais celles réprimées. Entre les deux, toujours changeant, jamais connu, le « chiffre noir » du crime qui inquiète policiers et criminologues. Et pourtant le criminel n'est pas un étranger, il est le produit direct de notre société. Classé

criminel par une loi, parfois en avance, parfois en retard sur les mœurs, il n'est qu'un « précipité historique » de la morale sociale. Cette formule heureuse empruntée à la Chimie par Georges Picca donne sa mesure à notre engagement.

Or, « le principal souci du public, à l'encontre des criminels est de s'en débarrasser ou qu'on l'en débarrasse ». La prison ainsi apparaît traditionnellement comme le témoignage le plus évident de l'existence de l'ordre social. En quelques pages nous apprenons que la solution du problème n'est pas là, que l'effet de dissuasion de la peine est nul. Georges Picca nous invite à placer le crime dans son contexte véritable qui est social et non plus seulement judiciaire. Sous sa plume alerte autant qu'informée surgit un appareil pénal qui devient peu à peu un instrument de réhabilitation, une police qui recherche le contact avec les individus « enclins ou exposés à la délinquance » et se porte au devant d'eux sans attendre leur rencontre fortuite.

Pour Georges Picca en effet « le crime est un acte humain, à ce titre il constitue souvent le dénouement provisoire d'une aventure individuelle ». La phrase est d'un moraliste autant que d'un criminologue. Elle préface les meilleures pages du livre.

Je dois répéter que l'ouvrage de grande qualité est cependant facile; qu'il se suffit à lui-même grâce à des exposés précis et didactiques; que son lecteur aura beaucoup appris du système judiciaire et pénitentiaire du crime et en définitive de l'homme.

Pierre CHABRAND.

(1) « Pour une politique du crime », par G. Picca, Editions du Seuil, Collection Société.

# Maritain et Teilhard ou le dialogue impossible

par Etienne BORNE

J'AI connu jadis, vers le même temps, Jacques Maritain et Pierre Teilhard de Chardin. Chance et grâce que de rencontrer à l'âge où l'admiration est prompte et fait serment de n'être point déçue, deux hommes d'une importance assez unique, et qui n'ont cessé de proposer l'un et l'autre un haut exemple de pensée libre jusqu'à l'intrépidité, très imitée mais au fond inimitable, et de foi si chaleureuse qu'à les fréquenter de trop près, on courait le risque de s'y brûler irréparablement. Une lumière et un feu. Une certaine manière propre à chacun et incompréhensible à l'autre, de mettre ensemble la lumière et le feu. Trop évidente incompatibilité qui a été l'une de ces épreuves d'esprit dont je n'ai jamais pu sortir. On ne peut se passer de maîtres, plus encore pour chercher là où il faut que pour être sûr de trouver, mais la contradiction entre les maîtres est aussi école de pensée et une autre sorte de maîtrise durement et efficacement formatrice. Déjà au temps de ces apprentissages qui ne devaient jamais finir, je comprenais que choisir, et ces noms propres ont quelque chose de symbolique, entre Maritain et Teilhard aurait payé une fidélité avec la triste monnaie d'une ingratitude; mais je savais aussi qu'expliquer de tels malentendus par l'infirmité des langages et des formules conceptuelles, prendre ensemble des pensées savoureuses, vigoureuses pour, sous prétexte de conciliation, les noyer dans les basses eaux d'un spiritualisme académique, ce faux irénisme aurait été un outrage pour l'un comme pour l'autre. Il n'y avait d'autre issue que de faire philosophie de la contrariété elle-même. Ce pli, bon ou mauvais, m'est resté.

J'AIMAIS le père Teilhard, et je n'aimais pas l'entendre parler du thomisme, encore qu'il fût fort à l'aise sur un sujet qu'il connaissait mieux qu'on ne l'a dit mais Il jugeait la pensée de saint Thomas tributaire de ce que Jacques Maritain appelle « une science infortunée », et il s'essayait parfois, comme il disait, à vitaliser et dynamiser les thèmes majeurs du thomisme, car il était toujours soucieux non pas de nier les structures et les formes — il était trop bon biologiste pour cela — mais de les subordonner aux évolutions, aux genèses, aux finalités. J'aime Jacques Maritain dans l'exacte fidélité aux temps de Meudon, et je n'ai cessé de redouter le moment où le premier des thomistes contemporains parlerait publiquement de Teilhard, d'autant plus que l'auteur du « Phénomène humain », et c'était chez lui plus jeu de prince et humour de grand seigneur que provocation délibérée, a toujours aiguisé ses formules et affûté ses néologismes de la manière la plus malaisément supportable par les disciples de l'Aquinat. Le jour orageux de la confrontation s'est levé avec « le Paysan de la Garonne ». Et comment ne pas dire d'abord que le succès de ce livre est une bonne réparation de la scandaleuse inattention dont étaient victimes ces dernières années en France la personne et l'œuvre de Maritain ? Comme il arrive au dernier âge de la vie, le vieil homme y redevient contemporain du prime éveillé de sa pensée et de ses premiers défis antimodernes, tout en y condensant le suc d'une longue expérience, et intellectuelle et spirituelle. Livre insolite, qui ressemble à un pamphlet dans nombre de ses pages et qui est le contraire d'un pamphlet, où rien n'est opinion approximative, mais jugement d'affirmation ou de négation, où il entre de fortes doses d'humour (mais, hélas, l'humour de Jacques Maritain et l'humour du père

Teilhard ne peuvent guère s'amalgamer). Livre dans lequel un laïc qui est un philosophe, et donc deux fois ennemi des prudences feutrées et des coups fourrés, s'est juré de dire une bonne fois tout ce qu'il a sur le cœur. Et il ne parle pas pour ne rien dire. Et il ne ménage personne, et surtout pas Teilhard.

LA grande tentation des chrétiens d'aujourd'hui est, selon Maritain, de comprendre le propos d'ouverture au monde devenu lieu commun en chrétienté, dans le sens d'« un agenouillement devant le monde », qui confond la croissance invisible du royaume de Dieu avec un irrésistible mouvement de l'espèce humaine emportée de passion vers la maîtrise et l'achèvement de sa propre histoire, qui sacrifie systématiquement la personne et sa singularité de destin aux requêtes de la communauté et du progrès et qui blesserait au cœur une religion de la révélation et de la grâce en mêlant dans une affligeante confusion intellectuelle les deux ordres de la nature et du surnaturel. Or Teilhard tout au long de son œuvre confronte la foi au monde et la foi en Dieu dans une dialectique ou plutôt un itinéraire qui est d'abord d'antagonisme, puis de convergence, et enfin d'identité, mais lorsque le monde est purifié de ses passivités négatives et transfiguré par en haut et du dedans, le Christ devenant tout en tous. Doctrine que Jacques Maritain accuse d'apporter une justification complaisante et complice à cet agenouillement devant le monde qui serait une corruption moderniste du christianisme.

ON n'entrera pas dans une polémique, cruellement injuste, et qui ne fait que manifester l'impossibilité d'un dialogue pourtant nécessaire. En réalité, Maritain et Teilhard sont philosophiquement proches : même éloignement de l'« idéologie », même conviction que les choses ne sont point apparences et représentations, et qu'elles désignent invinciblement un au-delà en s'affirmant dans la plénitude de leur être, même congé donné aux irrationalismes fidéistes par une ferme confiance dans la valeur du savoir et la portée objective de l'intelligence, même certitude, de style dantesque, que le premier moteur qui mène le ciel et les étoiles ou le point ômega qui anime et attire la marée de l'évolution (et ce sont cosmologies et métaphores fraternelles) est un absolu divin rationnellement décelable. Le différend entre Maritain et Teilhard est finalement d'ordre théologique et plus précisément christologique. Pour le thomiste Maritain, si l'homme n'avait pas péché, Dieu ne se serait pas incarné : heureuse faute ! Teilhard reprend en fait une autre tradition nullement hérétique qui se trouve chez les auteurs franciscains et chez Malebranche, et selon laquelle dès l'instant de la création, l'incarnation était pour ainsi dire prévue dans le plan divin pour assurer le retour, et, après le péché, la restauration du monde en Dieu. Les divergences entre Maritain et Teilhard, et les incompréhensions nées de ces divergences sont fonction de la dualité de ces options initiales. Si bien que peut-être la reconnaissance d'un pluralisme théologique permettrait seule de rendre la justice qui convient à Maritain et à Teilhard.